

RÉVOLUTION ou GUERRE

#28

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Septembre 2024



Sommaire

Grèves locales et marche à la guerre impérialiste généralisée

Situation internationale

« Ère de chaos » ou approfondissement de la crise capitaliste ? (TCI-CWO)

Capacité politique et force idéologique des bourgeoisies occidentales :
Les enjeux de l'élection présidentielle américaine

Dissolution du parlement français et instabilité gouvernementale :
Expressions et facteurs d'affaiblissement de l'impérialisme français

Débat au sein du camp prolétarien

Internationalisme « en action » ou internationalisme « en paroles » ?

Débat sur la théorie de la crise du capitalisme :
La théorie de l'écroulement du capitalisme (Anton Pannekoek, 1934)

Histoire du mouvement ouvrier

La tactique du Comintern de 1926 à 1940 (Prometeo 1946-1947)
La tactique de l'anti-fascisme et du Front Populaire (1934-1938), 1^{er} partie

E-mail : intleftcom@gmail.com, site web : www.igcl.org

5 dollars/4 euros

Sommaire

Grèves locales et marche à la guerre impérialiste généralisée	1
Situation internationale	
« Ère de chaos » ou approfondissement de la crise capitaliste ? (CWO-TCI)	3
Capacité politique et force idéologique des bourgeoisies occidentales :	
Les enjeux de l'élection présidentielle américaine	6
Dissolution du parlement français et instabilité gouvernementale :	
expressions et facteurs d'affaiblissement de l'impérialisme français	7
Débat au sein du camp prolétarien	
Internationalisme « en action » ou internationalisme « en paroles » ?	9
Débat sur la théorie de la crise capitaliste :	
La théorie de l'écroulement du capitalisme (Anton Pannekoek, 1934)	15
Histoire du mouvement ouvrier	
La tactique du Comintern de 1926 à 1940 (Prometeo, 1946-1947)	
La tactique de l'anti-fascisme et du Front Populaire, 1 ^{er} partie (1934-1938)	27

Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux. S'ils veulent recevoir régulièrement la revue et être au courant de nos communiqués, ils peuvent nous envoyer leur email à intleftcom@gmail.com.

Avertissement aux lecteurs et contacts qui voudraient nous écrire à partir de notre site web. Notre adresse ne fonctionne pas. Pour nous contacter – outre nos pages facebook –, il faut écrire à l'adresse mail suivante : intleftcom@gmail.com

Charleroi, Détroit, Boeing, Volkswagen...

Luttes ouvrières locales et marche à la guerre impérialiste généralisée

Quinze premiers jours de septembre. Des débrayages ont lieu à l'usine Audi, du groupe Volkswagen (VW) à Bruxelles les 9 et 10. La nuit même, un énième bombardement sanglant de l'aviation israélienne provoque dix-neuf morts et une soixantaine de blessés, venant allonger la liste macabre des victimes à Gaza. Le 11, l'Américain Antony Blinken et le britannique David Lammy sont à Kiev pour discuter de l'utilisation des missiles occidentaux sur le sol russe. Le jeudi 12, une grève touche l'aéroport de Charleroi en Belgique. Et Poutine déclare que l'utilisation de missiles occidentaux qui nécessitent des satellites et des spécialistes occidentaux mettrait les pays de l'Otan en état de guerre avec la Russie. L'engrenage de l'affrontement impérialiste direct entre grandes puissances nucléaires se confirme toujours plus.

Début septembre toujours. Suite à la rupture des accords contractuels signés avec les syndicats et l'annonce de fermeture d'usines, les travailleurs de plusieurs usines de VW en Allemagne débraient et manifestent dans les ateliers. Les employés des grands hôtels des États-Unis et du Canada se préparent à faire grève. Dans le même temps, la fourniture d'armes des pays occidentaux à l'Ukraine d'une part, de l'Iran, de la Chine et Corée du nord à la Russie de l'autre, ne fait qu'augmenter. Tout comme les massacres sur le front et à l'arrière. Ou encore à Gaza et maintenant au Liban.

Les rassemblements et protestations dans les usines de Boeing à Seattle, pour des revendications salariales en particulier, sont suffisamment importantes pour que le syndicat IAM soit contraint d'appeler à la grève.¹ Le rejet de l'accord passé par le syndicat avec la direction et le vote à 96 % en faveur de la grève ne lui laisse pas d'autre option pour l'instant, au risque d'être débordé par les travailleurs et discrédité. Ces manifestations, toutes limitées soient-elles encore, de combativité ouvrière se déroulent alors même qu'aux États-Unis, en Europe et dans le reste du monde, chaque gouvernement et État font exploser les déficits budgétaires pour réarmer à tout va et adapter l'appareil de production aux nécessités de la préparation à la guerre généralisée. Tel est l'objet des *Bidenomics* lancés par Biden aux États-Unis. La Chine et la Russie sont déjà de fait, et du fait des conditions historiques de leur propre développement capitaliste, en économie de guerre.

En septembre encore, le 9, l'ancien président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, présente un rapport sur *Le futur de la compétitivité européenne*²

pour l'Union européenne. À grands traits, il reprend les thèmes et les objectifs que le Président français Macron avait évoqué dans son Discours sur l'Europe³ le 25 avril 2024. Un constat : les puissances européennes sont les grandes perdantes de la polarisation impérialiste en cours. Leur puissance impérialiste, militaire et économique s'effondre.

La réponse ? Il préconise un plan européen qui serait le pendant des *Bidenomics* américaines, afin de rattraper le retard sur les États-Unis et la Chine dans les nouvelles technologies, IA, semi-conducteurs, etc., dans la compétitivité du capital et la productivité du travail, et enfin en matière d'armement et de capacité de défense. Le rapport tout comme sa présentation⁴ au Parlement européen en dit long sur ce qui se joue aujourd'hui entre les puissances impérialistes, et en passant sur l'affaiblissement de l'Europe, et sur le fait que la question de la guerre impérialiste prend le pas sur les considérations purement économiques :

« *Le point de départ est que l'Europe est confrontée à un monde en pleine mutation. Le commerce mondial ralentit, la géopolitique se fracture et le changement technologique s'accélère. C'est un monde où les modèles économiques établis de longue date sont remis en question et où certaines dépendances économiques clés se transforment soudainement en vulnérabilités géopolitiques. De toutes les grandes économies, l'Europe est la plus exposée à ces changements.* »⁵

Ce plan serait financé par des emprunts européens. Ce qui est loin d'être acquis du fait des oppositions et de intérêts contradictoires de chaque capital national ; dans ce cas, du fait de l'opposition d'une partie des pays européens et au premier chef de l'Allemagne. La guerre en Ukraine et la polarisation impérialiste qui en découle ont exacerbé les faiblesses des puissances européennes, de l'Allemagne en premier lieu. Sa *dépendance économique* au gaz russe, puis aujourd'hui américain, est bien *devenu une vulnérabilité géopolitique*. C'est en grande partie ces reculs au plan impérialiste et économique et l'absence de réponse claire à ce jour dans le cadre euro-

² https://commission.europa.eu/document/download/fcbc7ada-213b-4679-83f7-69a4c2127a25_en?filename=Address%20by%20Mario%20Draghi%20at%20the%20Presentation%20of%20the%20report%20on%20the%20future%20of%20European%20competitiveness.pdf

³ <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2024/04/24/discours-sur-leurope>. Voir aussi RG#26, *Pour marcher à la guerre généralisée, la bourgeoisie européenne se prépare à attaquer toujours plus le prolétariat* (<http://www.igcl.org/Economie-de-guerre-et-rearmement>)

⁴ https://commission.europa.eu/document/download/fcbc7ada-213b-4679-83f7-69a4c2127a25_en?filename=Address%20by%20Mario%20Draghi%20at%20the%20Presentation%20of%20the%20report%20on%20the%20future%20of%20European%20competitiveness.pdf

⁵ Intéressant de relever que sa conclusion, « *dans ce contexte, nous sommes tous inquiets pour l'avenir de l'Europe* », est la même que celle de Macron en avril dernier : « *notre Europe, aujourd'hui, est mortelle. Elle peut mourir.* »

¹ Qui est toujours à l'heure où nous écrivons.

² https://commission.europa.eu/document/download/97e481fd-2dc3-412d-be4c-f152a8232961_en?filename=The%20future%20of

péen qui explique, directement ou indirectement, les difficultés et l'affaiblissement politiques des deux principales puissances du continent, l'Allemagne et la France, qui se manifestent y compris au plan interne avec des gouvernements de plus en plus instables.

Pour les bourgeoisies européennes, il en va comme pour les autres : la question de la guerre, de la « sécurité » et de la défense militaire, est devenu le facteur central qui doit déterminer les politiques à suivre.

« Les menaces pour la sécurité augmentent et nous devons nous y préparer. Pour que l'Europe reste libre, nous devons être plus indépendants. Nous devons disposer de chaînes d'approvisionnement plus sûres pour les matières premières et les technologies essentielles. Nous devons augmenter notre capacité de production dans les secteurs stratégiques. Et nous devons développer notre capacité industrielle dans les domaines de la défense et de l'espace. Mais l'indépendance a un coût. »

Ce coût ? Il sera payé par le prolétariat. *« Le coût du développement de notre capacité de défense sera substantiel. (...) Dans le secteur de la défense, cette consolidation des dépenses devrait s'accompagner d'une intégration et d'une consolidation sélectives de la capacité industrielle de l'UE, dans le but explicite d'accroître l'échelle, la normalisation et l'interopérabilité. »* Autrement dit, outre la facture de l'explosion des déficits budgétaires, le prolétariat devra payer aussi pour la restructuration du capital européen, sa concentration accrue par la fermeture des usines et lieux de production inadaptés à l'accélération de la course à la guerre et par l'augmentation de la productivité du travail. C'est-à-dire par une baisse de salaire, directe ou indirecte du fait des impôts et de la baisse des assurances et autres prestations sociales pour « réduire les déficits », par une exploitation accrue du travail et, pour beaucoup, par les licenciements – particulièrement dans les secteurs devenus obsolètes, ou non « essentiels », pour l'effort pour la guerre.

Pour le prolétariat aujourd'hui, il n'est qu'un mot d'ordre et une seule issue s'il veut échapper à la misère et à la guerre : commencer par refuser de payer la facture.

Le 10 septembre dernier, les quelques deux cents ouvriers de la raffinerie de Marathon à Détroit se mettaient en grève pour des augmentations de salaires. Nous osons l'affirmer : cette toute petite grève montre la voie. Ou, pour être le plus précis possible, les manifestations prolétariennes citées plus haut montrent quelle est la première marche à franchir pour que le prolétariat mondial puisse affirmer sa réponse à la crise capitaliste et à la guerre impérialiste.

Précisons : nous avons guère d'espoir, ou d'illusion, sur le fait qu'un seul des ouvriers de Détroit soit conscient de la signification historique de sa participation à la grève. Il se peut qu'une toute petite minorité d'ouvriers

de VW ou Boeing, nous ne pouvons pas l'exclure, fasse le lien entre leur résistance aux attaques sur leur condition de vie et la crise du capital. Mais nous doutons fortement qu'il y en ait beaucoup qui soient conscients aussi que ce faisant ils tendent à s'élever contre et à ralentir la course vers le réarmement généralisé et la guerre.

D'autant que ces mobilisations sont encore très limitées, localisées, à l'initiative et sous le contrôle des syndicats. Qu'elles restent dans les carcans légaux du « droit de grève ». À tout moment, elles peuvent être interdites et réprimées. N'est-ce pas ce que le gouvernement canadien vient de montrer une nouvelle fois en août dernier face à une grève dans les chemins de fer ?⁶ La démocratie bourgeoise octroie généreusement le « droit de grève » à condition qu'elle reste inefficace du point de vue de la lutte ouvrière. En particulier, qu'il n'y ait aucun risque de dynamique d'extension et de généralisation au-delà des secteurs et corporations. Il n'y a donc pas qu'en Chine et Russie que les grèves sont interdites et réprimées.

Quel que soit le degré de « conscience » des grévistes eux-mêmes et aussi prononcées et grandes soient les limites et faiblesses de ces quelques réactions prolétariennes, elles entrouvrent – à peine, nous en sommes conscients – la porte de la seule voie dans laquelle le prolétariat doit et peut s'engager : celle de la défense de ses intérêts économiques de classe ; celle de la résistance collective face à l'inéluctable aggravation de l'exploitation du travail par le capital. Ce faisant, **objectivement**, les deux cent grévistes de Détroit freinent – tout petit grain de sable dans l'engrenage – la préparation et l'effort de guerre du capital américain.

Refuser collectivement les sacrifices est le premier pas à faire. Le chemin est très long jusqu'à la seule alternative à la guerre généralisée : l'insurrection ouvrière, la destruction des États bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat. Celles-ci ne pourront se réaliser que si le prolétariat international se dote de son parti politique, la force matérielle seule capable de porter ces mots d'ordre. Politiquement, en terme de rapport de force entre bourgeoisie et prolétariat, l'étape « parti » est encore bien trop éloignée. Mais pour y parvenir, le prolétariat doit accomplir le premier pas : celui de la lutte. C'est le mot d'ordre de l'heure. Les pas suivants et les mots d'ordre les accompagnant, portés par les communistes, et à condition qu'ils soient réalisés en masse par les prolétaires, suivront ensuite au fil des expériences. Il n'est d'autre alternative à la barbarie du capital et à la tragédie sanglante qu'il nous promet.

La rédaction, 22 septembre 2024

⁶. Cette grève concernait les compagnies *Canadian National* and *Canadian Pacific* Kansas City.

Situation internationale

Editorial de *Revolutionary Perspectives* 24 – Series 4 (Communist Workers Organization – Tendance communiste internationaliste)

Nous partageons l'essentiel de l'orientation politique de l'éditorial de la revue *Revolutionary Perspectives* (RP) 24 de la *Communist Workers Organization*, le groupe de la Tendance communiste internationaliste en Grande-Bretagne. Une partie de ce texte présente le numéro de la revue et peut sembler inadapté dans nos colonnes. Mais, en passant, il n'est pas superflu d'attirer l'attention sur le sommaire de ce numéro de RP.

Surtout, il nous semble inutile de rédiger nous-mêmes des prises de position défendant globalement la même analyse et compréhension de la situation historique actuelle et les mêmes orientations politiques que celles qui sont mises en avant par les camarades dans cet éditorial. L'antagonisme bourgeoisie-prolétariat, la lutte des classes internationale, se matérialise de plus en plus, directement et indirectement, dans les attaques de la première sur le second pour la préparation et à la marche à la guerre impérialiste généralisée. La classe capitaliste confirme jour après jour qu'elle entend bien imposer au prolétariat international – et aux populations en général – sacrifices et mobilisation pour la guerre dans tous les pays. Dans la période dramatique qui s'ouvre, les intérêts de chapelle et de secte ont encore moins de place au sein du camp prolétarien. Si la reprise à notre compte de cet article peut favoriser et élargir sa lecture, tant mieux. Et si, en prime, elle donne une image positive, non sectaire, dynamique et unitaire de la Gauche communiste, ce qui peut apparaître comme un « effacement » ou une mise au second plan de notre groupe ne sera en réalité **qu'un moment... du combat pour le parti de demain**. C'est là une autre orientation fondamentale que nous avons en commun avec la CWO et la TCI, sachant que « plus que jamais, nous avons besoin d'une force politique internationale crédible pour unifier la classe autour d'un programme clair. »

Nous faisons suivre l'éditorial de *Revolutionary Perspectives* par deux prises de position de notre part sur les situations politiques nationales qu'illustrent le résultat des élections législatives en France de juillet dernier et la campagne présidentielle aux États-Unis.

« Ère de chaos » ou approfondissement de la crise capitaliste ? (CWO)

Depuis que nous avons commencé à préparer ce numéro, des missiles russes ont frappé un hôpital pédiatrique et des bombes israéliennes ont détruit une autre école de l'UNRWA, cette fois à Nusseirat, dans la bande de Gaza ; les nouvelles nous rappellent qu'en cette année de distraction électorale, la guerre continue de dévaster des vies dans au moins cinquante pays à travers le monde.

Ces guerres ne font pas l'objet d'une couverture aux heures de grande écoute comme le « hachoir à viande » de l'Ukraine ou la dévastation de Gaza, mais elles apportent la même quantité de misère à ceux qui se trouvent dans la ligne de mire. Au Soudan, par exemple, la guerre entre les factions au pouvoir, qui a débuté il y a 15 mois, fait rage avec le soutien des puissances impérialistes locales et mondiales. Personne ne connaît le nombre réel de morts (bien plus de 15 000)

mais les cimetières sont désormais pleins. Ici, les services humanitaires particulièrement visés sont les centres de santé. Selon l'OMS, 60 attaques en quelques

mois ont mis hors d'état 70% des services de santé. La guerre totale impérialiste ne considère aucun « dommage collatéral ». Il s'agit de combats acharnés où l'anéantissement de « l'autre » en termes de capital variable et constant est l'objet de l'exercice. Comme l'a déclaré le Secrétaire général des Nations Unies en février dernier, le monde entre désormais dans « une ère

de chaos » où la guerre est « un chacun-pour-soi dangereux et imprévisible dans une impunité totale. » Il est même allé jusqu'à dire que contrairement à la guerre froide, où « des mécanismes bien établis permettaient de gérer les relations entre les super-puissances », ces mécanismes font défaut « dans le monde multipolaire d'aujourd'hui. » Son constat est incontestable, mais sa solution, bien sûr, se résume à proposer de rendre l'ONU plus efficace, en ignorant que loin d'être un organe de paix, elle a toujours été



Dans les ruines de Gaza
UN Photo/Shareef Sarhan (CC BY-NCND 2.0), flickr.com

un forum de plus pour l'expression des rivalités inter-impérialistes. Pour comprendre la dérive actuelle vers une guerre plus généralisée, il faut regarder ailleurs.

Il s'agit d'aller à la base matérielle de la société, ce qui implique une analyse approfondie de la situation économique. Cela signifie qu'il faut aller un peu plus loin que le Secrétaire général des Nations unies. Dans la guerre froide à laquelle il fait référence, ce n'est pas l'« équilibre nucléaire » qui a permis d'éviter une guerre mondiale. Le point fondamental était que les deux puissances dominantes issues de la Seconde Guerre mondiale se satisfaisaient du statu quo. En outre, la guerre avait détruit tant de valeur qu'elle fut suivie par le plus grand boom de l'histoire du capitalisme. Les deux superpuissances avaient plus à perdre qu'à gagner dans une guerre totale. C'est la fin de ce boom, au début des années 1970, et la montée de la résistance de la classe ouvrière aux tentatives des États capitalistes du monde entier pour nous faire payer la crise, qui ont donné naissance à des organisations telles que la CWO. Depuis notre création il y a près de cinquante ans, nous avons tenté de comprendre la base matérielle de tous les changements et virages du développement capitaliste et la dernière contribution à cet égard est la cinquième partie de notre série sur les *Fondements économiques du capitalisme* dans ce numéro.⁷

Cela explique non seulement pourquoi la mondialisation s'est produite, mais aussi ce qu'elle a impliqué pour la classe ouvrière mondiale au cours même du processus. Les anciennes grandes usines de l'ère fordiste dans le monde capitaliste « avancé » furent remplacées par des unités plus petites, car même les monopoles sous-traitent leurs services à des entreprises auxiliaires. Cette nouvelle composition de classe signifie de plus grands défis pour les révolutionnaires. Certaines théories ont été dépassées par les événements. L'idée des syndicalistes et des *communistes de conseil*, selon laquelle les travailleurs peuvent détruire l'État capitaliste et son ordre social simplement en prenant le contrôle de leurs unités de production, a perdu de sa force, comme nous le montrons dans notre article sur Anton Pannekoek. Pannekoek avait cependant raison sur un point : la clé de la libération de la classe ouvrière réside dans sa conscience. Le capitalisme ne sera pas simplement dépassé par la seule combativité, aussi forte soit-elle. Le renversement du capitalisme et l'établissement des fondements d'un nouveau monde communiste ne peuvent se faire que par l'action consciente de millions de travailleurs à travers le monde. Plus que jamais, cela signifie que nous avons besoin d'une force politique internationale crédible pour unifier la classe autour d'un programme clair. Compte tenu des menaces que fait peser sur l'existence humaine la destruction continue de l'environnement par le capitalisme et

de la perspective d'une guerre impérialiste généralisée émergeant de n'importe laquelle des guerres qui se déroulent aujourd'hui sur la planète, cette nécessité est plus urgente que jamais. Pannekoek a vécu les désastres des Deuxième et Troisième Internationales qui ont toutes deux fini par trahir la classe ouvrière. Dans la période contre-révolutionnaire des années 1930, avec la fossilisation d'un « marxisme » capitaliste d'État par le régime stalinien en URSS, il en est venu à considérer le « parti » comme un frein au développement de la conscience révolutionnaire de la classe et à faire de plus en plus confiance à la « spontanéité ». Il était bien conscient que la lutte élémentaire de la classe ouvrière devait impliquer le développement d'idées révolutionnaires, mais il n'expliquait pas comment celles-ci pouvaient être conservées au fil du temps. Il considérait également que les conseils (soviets) n'étaient en eux-mêmes que des lieux de lutte entre idées, même si elles étaient souvent incarnées par des partis, mais il ne voyait pas le parti comme une émanation collective de la conscience des travailleurs eux-mêmes avant la révolution. Aujourd'hui, nous constatons qu'un organe politique international organisé, doté d'un programme révolutionnaire clair basé sur les acquis de l'histoire de la lutte de la classe ouvrière, est un facteur essentiel dans la lutte pour le renversement du système. Nous ne parlons pas ici d'un parti qui aspire à gouverner (c'est la tâche des conseils : la forme historiquement découverte par les travailleurs russes de la manière de faire fonctionner une société de masse tout en garantissant la participation maximale de tous ses membres). Nous parlons ici d'une Internationale capable d'affronter non seulement les faux amis des travailleurs qui colportent les idéologies réactionnaires du stalinisme et de la social-démocratie (aujourd'hui embrassées par de nombreux trotskistes), mais aussi les nouveaux dangers politiques qui émergeront pour détourner et miner la lutte indépendante de la classe ouvrière.

C'est dans ce cadre que nous sommes prêts à coopérer à la construction de la résistance des travailleurs à la guerre en rejetant tout d'abord le nationalisme et en nous engageant avec tous ceux qui reconnaissent que la classe ouvrière, qui produit la richesse des nations partout dans le monde, est la seule force mondiale qui a le potentiel d'arrêter la poussée impérialiste vers la guerre mondiale. Même avant l'invasion russe de l'Ukraine, nous savions que ce ne serait pas une tâche facile. L'identification à la nation a toujours été une option facile pour les capitalistes et, en ce sens, les préparatifs pour une guerre plus large sont déjà bien avancés. Une partie de la préparation est idéologique, comme l'ont montré les récentes élections dans l'UE, au Royaume-Uni et en France, où le « choix » proposé aux électeurs portait sur la meilleure façon d'intensifier les préparatifs militaires et d'empêcher l'immigration des

⁷ La CWO a publié une série d'articles, certains anciens, sur les fondements économiques du capitalisme, *Capitalism's Economic Foundation* (<https://www.leftcom.org/en/articles/2022-08-31/capitalism-s-economic-foundations-part-i>).

victimes de la guerre et de la crise économique dans le monde entier d'apporter leurs « valeurs étrangères ». Le rôle de la politique identitaire a été plus évident que jamais lors de ces élections. En France, la montée du Rassemblement national a donné le feu vert aux attaques racistes contre les citoyens français originaires d'Afrique du Nord ou des autres anciennes colonies françaises. Aujourd'hui, le parti de Le Pen, qui était autrefois si antisémite qu'il considérait l'Holocauste comme « un détail de l'histoire », se range aux côtés d'Israël en tant que compagnon de lutte contre l'islamisme. Au Royaume-Uni, dans des circonscriptions comme Batley et Dewsbury, des partisans de la cause nationale palestinienne ont été élus par des électeurs musulmans, tandis que des milliers de travailleurs blancs se sont tournés vers le parti raciste Reform Party. Cette polarisation est le produit d'une crise capitaliste vieille de plusieurs décennies, qui fait que près de la moitié des adultes britanniques, soit 20,3 millions de personnes, vivent aujourd'hui au jour le jour, à crédit, pour survivre. Dans la sixième nation capitaliste la plus riche de la planète, près de 3 millions de personnes ont régulièrement recours aux banques alimentaires. Dans tous les pays riches de l'OCDE, les salaires réels ont baissé depuis 2021, ce qui s'ajoute au long déclin des salaires en pourcentage du PIB depuis 1979. Dans ces conditions, il n'est pas immédiatement évident pour les travailleurs que leur qualité de vie misérable est due à une abstraction telle que le « système capitaliste ». Il est facile et bon marché d'accuser les migrants, les musulmans, les juifs ou toute autre personne pouvant servir de bouc émissaire.

Mais ce n'est pas notre seul problème dans la construction d'un mouvement de classe. Il y a aussi les divisions dans le mouvement révolutionnaire que 100 ans de contre-révolution ont produites, comme le montre notre article sur Pannekoek. Cela ne produit pas seulement de faux internationalistes ou des internationalistes à temps partiel comme les staliniens qui utiliseront le « défaitisme révolutionnaire » comme couverture pour soutenir la Russie en Ukraine, mais cela a également laissé un héritage de suspicion parmi les révolutionnaires qui considèrent toutes les tentatives d'organisation politique comme des « rackets » (à la Camatte). D'autres ne voient tout simplement pas la gravité de la situation actuelle, même lorsqu'ils adoptent des positions internationalistes correctes. Lors de la réunion d'Arezzo, toutes les autres délégations ont affirmé que nos préoccupations concernant la guerre généralisée étaient exagérées ou que « la classe ouvrière empêche la guerre ». À Prague, la principale différence était entre ceux (principalement les anarchistes, il faut le dire) qui soutenaient que les actions exemplaires (« la propagande par le fait » au XIXe siècle) étaient le moyen de lutter contre le militarisme et ceux (comme

nous) qui soutenaient que seule la classe ouvrière au sens large, au-delà des minorités révolutionnaires, pouvait arrêter la guerre en stoppant le capitalisme. Notre travail doit consister à diffuser la propagande sur vers où exactement le capitalisme nous mène, ce qui implique de construire un mouvement suffisamment large pour atteindre le reste de la classe ouvrière. C'est dans cet esprit et avec cette motivation que nous nous sommes joints à d'autres dans les comités « Pas de guerre mais une guerre de classe » [NWBCW] pour fournir un point d'appui vers une résistance de classe plus large. C'est dans cet esprit que nous avons également participé au rassemblement international de Prague dont il est question dans ce numéro, ainsi qu'au rassemblement plus restreint d'Arezzo.

Et en guise d'avertissement contre ce qu'apporte de jouer aux manœuvres politicardes au lieu de travailler en direction des masses de la classe, nous avons traduit un article d'Onorato Damen sur l'assassinat de Giacomo Matteotti à l'occasion de son centième anniversaire – un assassinat qui a conduit à une crise politique et à la prise de contrôle de l'Italie par les fascistes. Le parti communiste d'Italie, avec Gramsci alors installé à sa tête par le Comintern, s'est détourné du mouvement de classe alors en effervescence dans toute la péninsule au profit des manœuvres parlementaires avec les sociaux-démocrates et les libéraux dans le cadre de la farce de la « Sécession de l'Aventin ». Cela a permis à Mussolini de survivre à des mois de crise et de déclarer finalement la dictature en janvier 1925.

Enfin, et malheureusement, ce numéro de *Revolutionary Perspectives* est légèrement en retard, car nous n'avons appris le décès de notre camarade Olivier qu'au cours de sa préparation. Olivier, bien que souffrant d'un cancer de la prostate depuis environ deux ans et sachant qu'il ne survivrait peut-être pas, a consacré ses dernières énergies à la création du Groupe Révolutionnaire Internationaliste (GRI), l'affilié français de la Tendance Communiste Internationaliste. Son dévouement, sa détermination, son courage et sa dignité tout au long de sa vie politique ont été inégalés. Nous présentons nos condoléances à ses camarades du GRI, à sa compagne Françoise et à sa famille.⁸

Communist Workers' Organisation, Juillet 2024

⁸. Note du GIGC : cf. sur notre site notre hommage (<http://www.igcl.org/Disparition-du-camarade-Olivier>) et celui de la TCI sur son site (<http://www.leftcom.org/fr/articles/2024-07-16/en-m%C3%A9moire-de-notre-camarade-olivier>)

Capacité politique et force idéologique des bourgeoisies occidentales

Il est fréquent dans les milieux dits révolutionnaires, en particulier anarchisants et radicaux, de se limiter à la simple dénonciation du « cirque électoral » à l'occasion de chaque élection, en particulier dans les pays occidentaux à tradition démocratique. Une sorte d'indifférentisme politique s'exprime alors à l'égard du moment et des enjeux politiques que les campagnes peuvent, en certaines occasions, représenter pour la bourgeoisie elle-même et pour le prolétariat. Le fait de défendre que le prolétariat n'a plus aucun intérêt à participer aux élections et qu'au contraire, la participation représente un piège pour celui-ci, n'enlève rien à la nécessité de saisir la signification politique de ces moments. Les élections de juillet dernier en Grande-Bretagne et en France qui ont vu de nouvelles majorités parlementaires et des nouveaux gouvernements, les élections régionales en Allemagne de l'Est d'une part, et la campagne présidentielle en cours aux États-Unis ne sont pas seulement des moments de mystification démocratique vis-à-vis des prolétaires, en particulier par la polarisation faite pour ou contre le « populisme ». Elles ont aussi permis, ou vont permettre, de trancher des débats propres à chaque bourgeoisie nationale, en particulier dans le choix de stratégies impérialistes, d'orientation de l'appareil productif national et dans les « tactiques » pour imposer les sacrifices au prolétariat. Et dans le choix du personnel politique, voire de la personne, qui est la mieux en capacité de porter ces politiques.

L'article qui suit sur la campagne présidentielle américaine s'essaie à présenter les enjeux qui se cachent derrière l'opposition démocrates-républicains aujourd'hui, entre la candidature de Kamala Harris et celle de Trump. Et il souligne comment l'utilisation du raciste et populiste Trump va permettre de nouveau de favoriser une participation électorale massive comme ce fut le cas en 2020, lors de la campagne idéologique et politique à l'occasion des manifestations et émeutes qui suivirent le meurtre de G. Floyd. Ensuite, nous revenons sur la situation politique « d'instabilité gouvernementale » qui semble s'ouvrir en France et qui fut provoquée par la dissolution du parlement par le président Macron en juin dernier.

Les enjeux politiques de l'élection présidentielle américaine

La tentative d'assassinat de Donald Trump n'était peut-être pas un attentat à but politique, mais elle a eu des implications politiques. La fusillade a d'abord permis à l'ancien président de se présenter simultanément comme une force d'« unité » et comme un martyr persécuté par la gauche. Elle l'a peut-être aussi encouragé à choisir J.D. Vance comme colistier à la vice-présidence. Pour la politique américaine, il s'agit d'un choix curieux, car M. Vance n'est pas originaire d'un « swing-state »⁹ et n'attire pas non plus les groupes démographiques que le parti républicain tente de séduire, tels que les Latinos ou les femmes des banlieues. Il semble que Trump ne pensait pas pouvoir perdre et a donc choisi le candidat qui serait le mieux placé pour porter le flambeau du « MAGAïsme ». En combinant les thèmes du populisme économique et du conservatisme social, Vance a réuni les nouveaux électeurs que Trump amène au parti républicain avec les électeurs évangéliques traditionnels et les jeunes conservateurs qui s'intéressent de plus en plus à la guerre culturelle.¹⁰

Le retrait de la candidature de Joe Biden en faveur de sa vice-présidente, Kamala Harris, a éloigné le spectre d'un raz-de-marée de Trump. Bien qu'il serait exagéré de suggérer que Kamala soit la favorite, le fait que cette élection soit incertaine alors que la plupart des Américains sont mécontents à propos de l'économie indique que l'aile démocrate du capital américain peut encore se maintenir au pouvoir.¹¹ Du soutien rapide des principaux dirigeants démocrates, y compris de ses dirigeants les plus à gauche¹², et des médias libéraux, en passant par l'oubli des dissensions concernant le massacre des Palestiniens, le parti démocrate n'a jamais été aussi uni. Les *Bidenomics* se poursuivent avec leurs appels aux syndicats et leurs promesses de faire en sorte que l'Amérique dispose de la « force la plus meurtrière au monde », comme l'a affirmé Kamala Harris. Sans surprise, de nombreux anciens républicains se rallient à la vision impérialiste de Mme Harris. Plusieurs d'entre eux ont appelé Condoleezza Rice à soutenir Harris après son article dans *Foreign Affairs* sur les dangers supposés de l'« isolationnisme » trumpien.¹³ Dick Cheney, l'un des cerveaux de l'invasion américaine de l'Irak, soutient Harris au nom de la « défense de la Constitution ».

⁹. Les quelques États « clé » qui font la différence du fait du système électoral américain. C'est ainsi que l'élection présidentielle peut se jouer et basculer sur quelques dizaines de milliers de vote choisissant un candidat ou l'autre. Inutile de préciser que cela facilite la maîtrise du jeu électoral pour le choix final de tel ou tel président.

¹⁰. Le supposé assassin semble avoir les motivations d'un tireur scolaire typique plutôt que celles d'un idéologue. <https://abcnews.go.com/US/fbi-assassination-attempt-trump-motive-investigation-phone-suspect/story?id=112057259>, la question de savoir si le nihilisme de ces tireurs, essentiellement masculins, constitue une forme d'idéologie politique est peut-être plus vaste, mais il serait insensé de prétendre que cette affaire a été motivée par de forts sentiments antifascistes ou par un soutien aux démocrates; <https://abcnews.go.com/Politics/trump-give-rnc-keynote-hell-stress-unity-after/>

<https://x.com/MiraLazine/status/1812928817507283223>, En qualifiant les Proud Boys de « plus radicaux que maga », M. Vance semble suggérer que l'approche laxiste de M. Trump en matière d'avortement et de politique LGBTQ dérange les jeunes conservateurs.

¹¹. <https://www.carlbeijer.com/p/why-polling-on-bidenomics-is-still>.

¹². Bernie Sanders et Alexandra Ocasio Cortez par exemple.

¹³ <https://www.foreignaffairs.com/united-states/perils-isolationism-condoleezza-rice>. Républicaine, Condoleezza Rice fut conseillère à la sécurité nationale, puis secrétaire d'État dans les gouvernements Bush de 2001 à 2009.

Le tableau de la politique étrangère de Donald Trump se précise un peu plus avec le choix de J.D. Vance. Ce dernier a vivement dénoncé le soutien américain à l'Ukraine et les « parasites » de l'Otan dans son discours lors de la Convention nationale républicaine. L'approche « la paix par la force » de Trump n'est peut-être pas entièrement une bonne nouvelle pour la politique étrangère russe. En incitant les membres de l'OTAN à payer davantage pour leur défense, les menaces de M. Trump ne peuvent que renforcer la militarisation de l'Occident dans son ensemble. Elles pourraient peut-être assurer une victoire russe en Ukraine, mais au-delà de ce conflit, une présidence Trump ne pourrait pas ignorer les intérêts impérialistes américains. La menace de Trump de faire payer davantage Taïwan peut également avoir le même effet. Si les discours insipides de Kamala tentent de militariser le monde par le biais des évocations traditionnelles de l'impérialisme américaine de la démocratie et de la diplomatie, les divagations de Trump sur la construction d'un Dôme de fer pour les États-Unis pendant le débat et son obsession de la force sont le signe d'une politique impérialiste alternative. Cela ne veut pas dire que Trump n'a pas eu d'effet sur la politique étrangère, en effet son insistance sur l'auto-suffisance du complexe militaro-industriel américain semble avoir été l'inspirateur de la mise en place des Bidenomics. Une réélection de Trump ne briserait pas la trajectoire actuelle de l'impérialisme américain, même s'il est actuellement dirigé par un président démocrate. *« L'histoire se répète. D'abord comme une tragédie, ensuite comme une farce. »* La citation de Marx résume parfaite-

ment l'état de l'élection américaine. Trump et Kamala Harris sont déjà en poste, mais les deux promettent à l'électorat qu'un second mandat leur permettra d'apporter la paix et la prospérité qu'ils n'ont pas réussi à fournir dans un premier temps. Ce serait presque amusant s'il n'y avait pas le coût humain. Par exemple, il est difficile d'imaginer que la situation à Gaza s'améliore dans les circonstances actuelles. Benjamin Netanyahu est fortement incité à poursuivre la guerre afin de maintenir son emprise sur le pays, et ni les démocrates ni les républicains n'ont intérêt à dénoncer la campagne destructrice de Tsahal. Il convient de considérer qu'en dépit de ces résultats barbares, les travailleurs américains participeront encore plus nombreux à ces élections en raison de ces événements. La tentative d'assassinat de Donald Trump a renforcé la polarisation sur cette élection et la nomination de Kamala Harris a dynamisé le parti démocrate.

Alors que l'on aurait pu initialement soupçonner une faible participation à cette élection suite à la performance médiocre de Biden lors du débat présidentiel, cela ne peut plus être envisagé. L'utilisation de la menace populiste trumpienne, l'anti-trumpisme, la « défense de la démocratie contre l'autocrate », nous autorise déjà à affirmer que, sauf événement fortuit, en particulier une explosion soudaine de luttes ouvrières significatives, la participation électorale sera massive. La bourgeoisie remportera là un succès face au prolétariat. Il est hautement probable que la mystification démocratique sortira renforcée en cette occasion.

Frederick Geyer, 14 septembre 2024

Dissolution du parlement français et instabilité gouvernementale: expressions et facteurs d'affaiblissement de l'impérialisme français

En dissolvant le Parlement suite aux élections européennes du 9 juin le président français Macron a surpris tout le monde, en particulier au sein des forces politiques de l'appareil d'État et de ses propres partisans. Mais surtout, il a commis une erreur politique. Rien ne l'obligeait à cette dissolution. Piètre stratège politique, son calcul n'était certainement pas que les partis de gauche, divisés entre socialistes « modérés » et France insoumise « radicaux », s'uniraient immédiatement pour présenter des candidatures uniques dans toutes les circonscriptions. Pourtant, il ne pouvait en aller autrement sauf à risquer une disparition quasi complète d'élus de gauche du fait du système électoral à la majorité – et non à la proportionnelle.¹⁴

Sans doute l'espoir de Macron était-il d'obtenir un report des électeurs de gauche au second tour en faveur de son parti face au danger de l'extrême droite et réussir ainsi à gagner une majorité absolue – qu'il n'avait pas – au parlement. Mais, au-delà de son petit calcul, le risque était alors que le premier tour et surtout le second tour des élections voient une chute du taux de participation électorale dans une situation de colère et de désespoir social. Une telle situation présentait toute une série d'incertitudes tant pour la « légitimité » et l'autorité du gouvernement à venir que dans le cas d'une éventuelle explosion de luttes ouvrières. Les forces de gauche se seraient alors retrouvées fortement affaiblies pour les contrôler.

En s'unissant dès le soir de la dissolution dans un « Nouveau Front Populaire » et en présentant un programme de gauche – abolition de la réforme des retraites, augmentations des salaires, etc. –, la gauche française a permis de limiter les conséquences de l'acte insensé de Macron. Ce faisant et en focalisant sur le

¹⁴. Par exemple, le Parti communiste français qui ne recueille plus que 2 % des voix aux différentes élections, présidentielle, européenne, etc., réussit à maintenir un groupe parlementaire avec neuf députés au parlement. Sans union de la gauche, il disparaîtrait et affaiblirait encore plus la capacité de ce qui resterait du PC à jouer un rôle de saboteur dans les mobilisations ouvrières.

danger d'une majorité d'extrême-droite du Rassemblement national de Marine Le Pen et en appelant au « front républicain », la participation électorale est passée de 47 % en 2022 à 67 %! En l'absence de gauche unie, il est fort probable que le parti d'extrême droite aurait obtenu une majorité absolue et aurait constitué le gouvernement. Au risque pour le coup, d'affaiblir encore plus la réalisation des orientations immédiates de politique impérialiste et anti-ouvrière du capitalisme français dans la période historique actuelle. Et surtout de dégarnir encore plus le terrain social.

Aujourd'hui, Macron a fini par nommer un premier ministre de droite, dont le parti Les Républicains n'a eu que 6.5 % des voix au premier tour et uniquement parce que le Rassemblement national de Le Pen a laissé entendre qu'il pourrait ne pas le censurer à l'assemblée nationale dès le premier jour. La bourgeoisie est certainement rentrée dans une période de relative instabilité gouvernementale. Plus grave, sa capacité et son crédit international s'en trouvent affaiblis alors que, sous l'impulsion de Macron, elle avait su reprendre ces derniers mois un peu d'espace et d'initiative face à la guerre en Ukraine et vis-à-vis de ses rivaux européens et américain.

Pour autant, ce qui nous est présenté comme une crise politique de la bourgeoisie française n'est au mieux qu'une difficulté politique face à un personnel qui se révèle aujourd'hui inadapté. Du point de vue du prolétariat, parler de crise politique signifierait que le prolétariat est un acteur direct de la situation, ce qui est loin d'être le cas. Enfin, du fait qu'une grande partie de la classe ouvrière vote RN, l'expression de cette crise serait la montée irrésistible du vote Rassemblement national et le danger du « populisme. » Or, il y a toujours eu une partie significative de la classe ouvrière qui a voté pour une droite « dure » depuis la Seconde guerre mondiale. Le parti gaulliste, tout comme le parti républicain aux États-Unis, recueillait autour de 30 % des votes ouvriers dans les années 1960. Qu'en l'absence de luttes massives et de perspectives prolétariennes, c'est-à-dire révolutionnaires, un tiers des individus prolétaires les moins « conscients », isolés et sans espoir, enclins à tomber dans la politique du bouc-émissaire de l'immigré et dans le racisme, votent pour un parti de droite au discours à la fois « ferme » et en partie de gauche – le RN proclamant qu'il annulera la réforme des retraites s'il parvenait au pouvoir – ne peut pas étonner. Et ne change rien aux enjeux et perspectives

de la lutte des classes en soi, sinon que la polarisation anti-Le Pen détourne le prolétariat du terrain de la lutte collective sur le terrain politique bourgeois.

Que dans la situation historique actuelle, du fait de l'acuité de l'impasse historique du capitalisme, les contradictions du capital explosent à tous niveaux, y compris politique, ne doit pas nous étonner non plus. Encore moins nous laisser accroire que le pouvoir de la bourgeoisie et du capital s'en trouve affaibli, voire en crise. La question n'est pas que les contradictions se manifestent. Mais, est-ce que la bourgeoisie arrive, ou pas, à maîtriser ces contradictions diverses et à « surfer » sur celles-ci ?

Macron vient de se révéler comme un piteux surfeur. Mais l'ensemble de la bourgeoisie française est loin d'avoir perdu le contrôle de la situation. C'est ce que prouve le niveau de la participation électorale. Ou encore l'occupation du terrain « social » et de la rue par la gauche, les gauchistes et les syndicats, ne serait-ce que par l'organisation de manifestations pour « faire respecter le résultat des élections et exiger un gouvernement de gauche. » L'évident refus de la France insoumise pour que la gauche « unie » accède au gouvernement s'explique aussi par la nécessité de garder une force de gauche, plus ou moins « radicale », qui puisse occuper le terrain social, de la rue, des luttes ouvrières. Et cela alors que le nouveau premier ministre Michel Barnier annonce une politique d'austérité pour réduire le déficit et la dette devenus abyssaux. Sans toucher à l'explosion de 40 % du budget de la défense bien sûr.

Quelle que soit la longévité du nouveau gouvernement – toujours à venir au moment où nous écrivons –, la nouvelle configuration politique assure à la bourgeoisie française la stabilité de ses politiques impérialiste et nationale, même si elles ont été un peu affaiblies par l'initiative malheureuse de Macron. Que les prolétaires ne s'y trompent pas : le dispositif anti-ouvrier jouant des fausses oppositions, Le Pen-anti Le Pen, droite-gauche, gauche modérée-gauche radicale, gauchiste reste en place. Et des attaques plus importantes sur leurs conditions de vie et de travail sont à venir, quel que soit le gouvernement. Qu'il soit de gauche, du centre, de droite ou « populiste », il entendra leur faire payer la facture de la défense du capitalisme français et de la préparation de la guerre.

RL, 15 septembre 2024

Débat au sein du camp prolétarien

Internationalisme en action ou internationalisme en paroles ?

« La notion de 'partisan de l'internationalisme' perd tout contenu et tout sens si elle n'est pas développée concrètement. » (Lénine, *Sous un pavillon étranger*, 1915)

L'éclatement de la guerre en Ukraine a indéniablement marqué une rupture et l'ouverture d'une dynamique vers la 3^e Guerre mondiale à laquelle seul le prolétariat international, car classe exploitée et révolutionnaire à la fois, peut s'opposer. L'*internationalisme prolétarien* est redevenu ainsi une question centrale : théorique et de principe pour les révolutionnaires ; politique et pratique pour le prolétariat international. Depuis, cette dynamique vers la guerre généralisée, le développement de l'« économie de guerre » et la préparation idéologique, politique et militaire de la guerre impérialiste déterminent, et détermineront encore plus, l'ampleur, le contenu et le timing des attaques que chaque bourgeoisie nationale est amenée à porter contre « son » prolétariat. Les conditions de l'affrontement entre les classes sont chaque fois plus dictées par les besoins et les exigences de la marche à la guerre – et non plus seulement par la défense au plan économique de chaque capital national, face aux seules contradictions économiques.

Pour s'orienter au mieux dans la tourmente guerrière qui se lève, la référence à l'expérience de la Première Guerre impérialiste mondiale est indispensable. Lénine et les bolcheviques furent sans doute les plus clairs, les plus déterminés et conséquents, dans la défense de l'internationalisme prolétarien dès 1914. Les conditions d'alors, en particulier la trahison des partis social-démocrates de masse qui, malgré leur position de principe adoptée aux congrès de l'Internationale socialiste,¹⁵ adhérèrent à l'union et à la défense nationales, déterminèrent en grande partie la déclinaison concrète, l'application, du principe internationaliste : d'une part, le mot d'ordre adressé aux masses prolétariennes pour « *la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile* » ; d'autre part, le combat contre l'opportunisme, c'est-à-dire contre la trahison de la majorité des partis de la social-démocratie, mais aussi contre toute forme de pacifisme et d'internationalisme inconséquent, c'est-à-dire contre le « centrisme ». Ce combat exigeait et passait par la rupture organisationnelle d'avec l'Internationaliste socialiste et pour l'établissement d'une nouvelle internationale.

Aujourd'hui, les conditions concrètes du combat pour la défense de l'internationalisme prolétarien ne sont plus exactement les mêmes. D'une part, la guerre n'est pas encore généralisée, loin s'en faut, et les masses prolétariennes ne sont pas mobilisées sur le front ou à l'arrière. Juste en soi, le mot d'ordre de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ne correspond pas au moment actuel en tant qu'« appel direct à l'action des grandes masses »¹⁶. *Refus de tout nouveau sacrifice pour la préparation de la guerre, contre toute unité nationale et entre classes au nom de la défense de la démocratie*, seraient plus adaptés à la situation présente et à la réalité du rapport de forces entre bourgeoisie et prolétariat.

D'autre part, il n'existe plus d'organisation de masse prolétarienne, partis et syndicats, et le développement des grèves de masse ouvrières face à la marche à la guerre se fera, non pas sans « elles », mais contre les syndicats et les partis de gauche, tous devenus organes à part entière de l'État capitaliste. La lutte contre l'opportunisme ne concerne plus les courants, socialistes, staliniens, trotskistes et même anarchistes, qui soutiennent le capital et la défense nationale depuis leur trahison soit en 1914, soit dans les années 1930 ou encore en 1939-45. Ils sont alors passés définitivement dans le camp de la bourgeoisie et de la contre-révolution et les communistes se doivent de les dénoncer et combattre comme tels. L'opportunisme se rapportant à l'internationalisme prolétarien s'exprime aujourd'hui parmi les minorités révolutionnaires et au sein même du camp prolétarien. Tout un chacun a pu se rendre compte des différentes « compréhensions » de l'internationalisme à l'occasion des initiatives « internationalistes » qui ont suivi le déclenchement de la guerre en Ukraine et au Moyen Orient. Nous en avons recensé trois en particulier : l'appel au congrès anti-guerre de Prague de mai 2024 ; la Déclaration commune des groupes de la Gauche communiste,¹⁷ en fait signée que par le CCI, Internationalist Voice et l'Istituto Damen ; et,

¹⁶. Sauf peut-être, ce serait à débattre, dans les pays en guerre, en Ukraine, en Russie, voire Israël et Palestine...

¹⁷. <https://fr.internationalism.org/content/10735/declaration-commune-groupes-gauche-communiste-internationale-guerre-ukraine>

¹⁵. Résolutions de Stuttgart et Bâle

dernièrement, la Déclaration internationaliste dite d'Arezzo,¹⁸ auxquelles il faut rajouter une conférence dite internationaliste de Milan de juillet 2023.

Nous ne mentionnons pas ici l'appel de la Tendence communiste internationaliste à la formation de comité No War But Class War [Non à la guerre, oui à la guerre de classe] que nous avons soutenu et auquel nous avons répondu au mieux de nos forces. Cet appel, en date du 6 avril 2022, est d'une autre nature. Ces comités ne sont que des comités de lutte visant à regrouper les minorités de prolétaires les plus combattifs en vue du développement de réponses prolétariennes à l'intensification de l'exploitation du travail exigée par la marche à la guerre. En ce sens, et comme pour tout organe unitaire de lutte, assemblée générale, comité de grève, grève elle-même, etc., le critère de participation est la volonté de chacun de s'engager dans telle ou telle mobilisation ou lutte, indépendamment des positions politiques que les uns ou les autres peuvent défendre, qu'elles soient révolutionnaires ou non. Il s'agit donc d'un mot d'ordre « d'action », d'« un appel au combat pour la classe ouvrière dans son ensemble. »¹⁹ En ce sens, l'appel au NWBCW n'est pas une alternative à tout regroupement ou conférence internationaliste. Il ne l'exclut pas mais représente une autre dimension de l'intervention et du combat des communistes dans la situation qui s'est ouverte depuis 2022.

La conférence dite « internationaliste » de Milan

Arrêtons nous d'abord sur le cycle de réunions dites internationalistes de Milan. La première eut lieu en juillet 2023, la seconde en février 2024. Le lecteur peut se référer au *Internationalist Correspondence Bulletin* qui regroupe les différentes contributions des organisations y participant.²⁰ Dans leur grande majorité, elles sont trotskistes et anarchistes²¹. À l'initiative de la conférence, on trouve *Lotta comunista* qui a pris en charge l'organisation pratique. On y retrouve aussi *Rivoluzione comunista*, un groupe issu de la Gauche d'Italie et plus particulièrement du PCI-Programa comunista en 1964.²² D'ores et déjà, et du point de vue de la Gauche communiste, la nature de classe, non internationaliste, de la plupart des participants annihile toute prétention internationaliste et de classe à ces réunions, quelle que pouvait être leur position précise sur la guerre en Ukraine.

Formellement, les positions avancées ne se situent pas

¹⁸. <http://pantopolis.over-blog.com/2024/07/proclamation-internationaliste-sur-le-capitalisme-et-la-guerre-arezzo-juillet-204.html>

¹⁹. Lettre de la TCI au CCI du 2 mars 2022, <https://fr.internationalism.org/content/10811/gauche-communiste-guerre-ukraine>

²⁰. <https://www.internationalistbulletin.com/>

²¹. Pour la France, le NPA y participe.

²². <https://www.rivoluzionecomunista.org/index.php/storia-di-rivoluzione-comunista-dalla-nascita-ad-oggi>

sur le terrain du pacifisme bourgeois déclaré, pour un cessez-le-feu et une paix démocratique ou autre. Comme nous l'indique un blog trotskiste, « la question politique centrale qui a motivé l'appel à cette réunion était la guerre en Ukraine. Les organisateurs ont débattu de la question de savoir si seules les forces de la gauche anticapitaliste qui adoptaient une position indépendante, de classe et internationaliste (c'est-à-dire contre l'OTAN et les classes dirigeantes russe et ukrainienne) devaient être invitées à la réunion, ou si tous les points de vue devaient être invités. Finalement, c'est le second point de vue qui a prévalu, ce qui s'est avéré juste par la suite. »²³ Autrement dit, dès le départ, cette supposée réunion internationaliste comprenait des organisations affichant un « ni Otan, ni Russie », pouvant apparaître comme formellement internationaliste, et d'autres défendant un camp impérialiste contre l'autre, les uns appuyant le camp ukrainien et l'autre le camp russe : « Sur la nature de la guerre en cours en Ukraine, il y avait pour simplifier trois champs de positions : celle qui caractérisait le conflit comme étant inter-impérialiste, impliquant un défaitisme de chaque côté des forces en guerre ; celle d'une guerre d'agression et d'expansion états-unienne à laquelle la Russie riposterait défensivement ; et enfin une analyse du conflit comme étant l'amorce potentielle d'une guerre généralisée, mais où se superposaient plusieurs conflits, et où la question nationale ukrainienne demeurait essentielle. »²⁴

Mais ce qui nous intéresse ici n'est pas tant le fait que des groupes trotskistes et anarchistes puissent soutenir un camp impérialiste contre l'autre, mais la signification politique des prises de position en apparence « internationalistes », formellement « internationalistes », de la majorité des participants gauchistes, donc bourgeois, à la réunion. Ils définissent la guerre en Ukraine comme impérialiste et rejettent toute participation ou appui à un des deux camps impérialistes. « Aujourd'hui, la confrontation se déroule entre les puissances impérialistes de tous bords. La Russie et la Chine participent pleinement à l'ordre impérialiste » selon l'International Trotskyist Organization, pour ne citer qu'une seule des contributions. La réalité de cet « internationalisme » est vite mise à nu. Sans entrer dans l'analyse et la dénonciation de l'argumentaire qui accompagne la position « internationaliste » sur la guerre en Ukraine, il suffit de jeter un œil sur les prises de position de cette organisation et de la plupart des autres groupes trotskistes participants sur la guerre, elle-aussi impérialiste, au Moyen Orient entre Israël et le Hamas à Gaza et plus largement dans la région. Tous soutiennent le nationalisme palestinien. Leur « internationalisme » est à géométrie variable et

²³. <https://www.internationaliststandpoint.org/the-meeting-of-internationalist-organisations-and-currents-in-milan-july-2023/>

²⁴. <https://npa-revolutionnaires.org/la-conference-de-milan-une-premiere-avancee-qui-necessite-detre-consolidee/?fbclid=IwAR3SDd83JtNtr0nWRoTj7nQH0W4ATcMP6EX5gJorVNGEp-V129CoS6sHXg>

s'arrête aux limites de leur défense des luttes de libération nationale et autre « soutien aux peuples opprimés ».

Ce type de *conférence internationaliste* regroupant principalement, pas uniquement, des groupes gauchistes n'a pour but que de compléter l'occupation du terrain idéologique et politique par les forces bourgeoises, la plupart de gauche, prônant le pacifisme. Ces initiatives ont donc un caractère ouvertement anti-ouvrier et anti-internationaliste. Elles sont d'autant plus dangereuses, et nous demandons au lecteur de le retenir, que des groupes gauchistes, contre-révolutionnaires, peuvent très bien adopter une position formellement internationaliste sur telle ou telle guerre impérialiste à l'occasion de ces événements.

Le congrès « anti-guerre » de Prague

Plusieurs groupes révolutionnaires, autour de Tridni Valka,²⁵ ont appelé et « organisé » avec des groupes anarchistes le congrès antiguerre de Prague qui s'est tenu fin mai. Dès la réception de l'appel au congrès, nous avons pris position sur celui-ci et critiqué fortement sa démarche.²⁶ Fortement imprégné par l'idéologie individualiste et révoltée d'ordre anarchiste, l'appel, en soi « internationaliste », refusait le choix d'un camp impérialiste contre l'autre tant en Ukraine qu'au Moyen Orient et appelait à « la lutte contre la bourgeoisie de tous les camps bellicistes. » Notre critique portait sur le contenu et l'orientation politiques du congrès : « saboter la machine de guerre en coordonnant les actions directes individuelles » en ignorant la réalité du rapport de forces entre les classes, la dynamique de la lutte des classes actuelle, et le prolétariat comme tel.

« Il est du devoir absolu des socialistes de toutes les puissances belligérantes d'appliquer immédiatement et fermement la résolution [du congrès de la 2^e Internationale] de Bâle, à savoir : (...) **appeler les ouvriers de tous les États belligérants à une lutte de classe énergique**, à la fois économique et politique, contre la bourgeoisie de leur propre pays (...) [et] constituer (...) un comité international appelé à faire de l'agitation en faveur de la cessation de la guerre, non pas dans l'esprit des pacifistes, des chrétiens et des démocrates petits-bourgeois, **mais en liaison étroite avec la propagande et l'organisation d'actions révolutionnaires de masses des prolétaires de chaque pays...** » (Lénine, nous soulignons)²⁷

Si notre prise de position publique sur ce congrès a rencontré un certain écho, en général positif, certains camarades ou groupes n'ont pas compris, ni partagé notre démarche. Pour un camarade, « *refuser de participer à*

cette réunion et la considérer comme pacifiste-bourgeoise était une erreur de la part du GIGC. » Or, nous n'avons pas refusé d'y participer : d'une part les groupes dits partidistes en étaient exclus par les organisateurs ; d'autre part, et malgré cette interdiction, nous y sommes intervenus – sauf à considérer que sans une présence physique il est impossible d'intervenir. Notre document s'adresse « à tous les participants » et leur propose une alternative à l'orientation politique contenue dans l'Appel au congrès. Le choix de ne pas « faire l'effort d'une présence physique », essentiellement dû à nos faibles forces et à la nécessité d'utiliser au mieux nos capacités réelles, nous semble avoir été validé – pour ce qui est de nos priorités en relation à nos forces – par le déroulement même du congrès. Nous avons hésité à y aller et aurions pu nous tromper. Mais les compte-rendus que nous en avons reçus ou bien que nous avons lus – celui du CCI en particulier – exposent clairement comment ce congrès « *était très mal organisé et chaotique.* »²⁸ Néanmoins, que des organisations de la Gauche communiste, la Tendance communiste internationalistes, le Courant communiste international ou encore *Programa comunista*, aient envoyé des délégations est à saluer et appuyer, quelles que soient les divergences d'ordre secondaire que nous pourrions avoir avec le contenu même de leur intervention.

En fait, et comme nous l'annoncions dans notre Adresse aux participants,²⁹ le congrès lui-même a été un échec, du moins du point de vue prolétarien et internationaliste. « *Nous ne pensons pas que l'Appel au congrès constitue un pas en avant dans la situation actuelle*³⁰. Il ne peut au mieux qu'être source de confusion politique et d'aventurisme d'ordre gauchiste et activiste. Nous appelons les groupes politiques et individus désirant se situer sur le terrain réel de l'internationalisme prolétarien à rompre avec le contenu et l'esprit de l'Appel tout en en proposant un autre qui se base sans aucune équivoque sur la lutte des classes. Nous savons que notre proposition ne peut déboucher que sur une délimi-

²⁸. Il nous semble important de citer ce passage du CCI pour évaluer la réalité du congrès lui-même, de son organisation et de son « internationalisme » : « *Bien que les organisateurs insistaient sur le fait que la manifestation n'était pas un appel à soutenir le nationalisme palestinien, le nombre de personnes portant un drapeau palestinien ne pouvait que la faire paraître comme un prolongement des manifestations pro-palestiniennes ayant lieu à travers le monde, notamment dans les universités des États-Unis ou en Europe. Tout aussi important : alors que le comité d'organisation semblait absent, le petit nombre de participants à la « semaine d'action » qui y ont pris part se sont vite rendu compte qu'il s'agissait d'une manifestation illégale et ont vu leurs pièces d'identité relevées par la police. La majorité étant de nationalité étrangère, cela aurait pu conduire à leur expulsion.* » (<https://fr.internationalism.org/content/11378/action-week-a-prague-lactivisme-obstacle-a-clarification-politique>)

²⁹. *Révolution ou guerre #27*, <http://www.igcl.org/Le-Congres-anti-guerre-de-Prague>

³⁰. Contrairement à la conférence de Zimmerwald de 1915 pour se référer à l'expérience d'alors et au combat de Lénine et de la Gauche de la conférence qui, malgré leur critique très forte sur les faiblesses d'ordre pacifiste du Manifeste adopté, l'avaient signé car « *représentant un pas en avant.* »

²⁵. <https://www.autistici.org/tridnivalka/>

²⁶. cf. *Révolution ou guerre #27, Le congrès anti-guerre de Prague, influence et danger de l'anarchisme « internationaliste »*, <http://www.igcl.org/Le-Congres-anti-guerre-de-Prague>

²⁷. *Lettre à la rédaction de Naché Slovo*, 1915, *Op.cit.* Nous avons la faiblesse de penser que l'objet des comités NWBCW s'inscrit dans cette optique politique.

tation très claire et une séparation avec sans doute la plupart des groupes anarchistes participants. »

Selon le compte-rendu du CCI et d'autres informations, une relative déception a tendu à émerger au cours même de la « semaine d'action » : devant le chaos et l'incapacité des organisateurs à assumer matériellement – et politiquement – le congrès, une minorité de participants sous l'influence de la délégation de la TCI et de Programa, semble-t-il, et d'autres camarades, ont tenté de tenir un « congrès-bis » qui a permis de nouer des contacts entre internationalistes se voulant conséquents. Malheureusement, cette minorité ne fut pas capable d'adopter ne serait-ce qu'un document ou une résolution autour de laquelle l'internationalisme prolétarien conséquents eût pu polariser.

Sans doute, une des raisons de cette relative impuissance politique est-elle due aux hésitations et confusions politiques quant à ce que signifie en réalité l'internationalisme prolétarien aujourd'hui. En effet, nous maintenons que les mots d'ordre d'action directe qu'entendait organiser et lancer le congrès, aussi radicaux pouvaient-ils apparaître aux yeux des plus inexpérimentés, ne se situaient pas sur le terrain de l'internationalisme prolétarien : « la seule issue au cauchemar des guerres capitalistes et de la paix capitaliste est un réveil collectif : nous devons visualiser et saboter toute la machine de guerre, renverser ses représentants et nous réapproprier notre pouvoir comme créateurs du monde », conclut l'appel au congrès.³¹ La première phrase n'appelle pas à la lutte prolétarienne, elle ne s'appuie pas sur la lutte des classes, mais sur le réveil des consciences. Et pour quoi faire ? Pour appeler à la lutte ouvrière, à l'insurrection et à la dictature du prolétariat ? Pas du tout, mais pour saboter et « nous réapproprier notre pouvoir créateur » ! La première phrase tourne le dos à l'internationalisme prolétarien qui ne peut être qu'en lien – qu'« étendu » – aux mots d'ordre de lutte de classe, d'insurrection et de la dictature du prolétariat. Précédée par la première, la seconde n'est que de la phrase radicale petite-bourgeoise...

La « Déclaration commune de groupes de la Gauche communiste internationale »

En date, elle aussi, du 6 avril 2022, cette déclaration à l'initiative du CCI, fut signée par *Internationalist Voice*, l'Istituto Damen et le groupe de Corée *Internationalist Communist Perspectives*.³² En dénonçant la guerre impérialiste et en y opposant la lutte de masse révolutionnaire du prolétariat et à la dictature du prolétariat, la déclaration se situe sur le terrain de l'internationalisme

prolétarien : « La guerre en Ukraine est menée au nom des intérêts contradictoires de toutes les différentes puissances impérialistes, grandes et petites, et non pas de la classe ouvrière dont l'intérêt est son unité internationale. (...) La guerre actuelle, la plus importante en Europe depuis 1945, met en garde contre l'avenir du monde capitaliste si la lutte de la classe ouvrière ne conduit pas au renversement de la bourgeoisie et à son remplacement par le pouvoir politique de la classe ouvrière, la dictature du prolétariat. »

La déclaration se démarque donc nettement du congrès anti-guerre de Prague, au point que tout internationaliste conséquent peut se retrouver dans le cadre des principes avancés. Pour autant elle est largement insuffisante. Et cela pour une raison très simple : elle laisse de côté, de manière tout à fait opportuniste, l'enjeu historique fondamental auquel est confronté le prolétariat, à savoir la dynamique vers la guerre impérialiste généralisée qui vient de s'ouvrir avec la guerre en Ukraine. Ce faisant, « le projet proposé contient plusieurs lacunes (...) et n'est pas adéquat en tant que guide politique pour montrer à la classe ouvrière comment lutter contre la guerre. En premier lieu il ne s'intéresse pas à la signification réelle de cette guerre en ce moment particulier. (...) En tant que tel, il ne propose aucune perspective. C'est une pure déclaration de papier et nous avons besoin d'offrir plus que cela », écrit à raison la TCI dans un courrier du 21 mars 2022.³³ Elle se réfère explicitement dans un autre courrier du 30 avril 2022 à la divergence sur la perspective de guerre impérialiste généralisée : « Nous ne pensons pas que vous partagez notre préoccupation concernant la gravité de la présente situation. Nous notons qu'il y a un article sur votre site qui avance qu'il n'y aura pas de guerre impérialiste généralisée tant « que les blocs n'auront pas été formés' »

Il en résulte que la déclaration affiche un internationalisme abstrait, général, valable en toutes circonstances, celui-là même que Lénine définit comme un « internationalisme en paroles. » En fait, le CCI se retrouve dans une impasse théorique et politique depuis qu'il a rejeté toute possibilité de guerre impérialiste généralisée à son 15^e congrès international de 2003. Depuis l'éclatement de la guerre en Ukraine et devant l'évidence, il se contorsionne comme il peut pour essayer de mentionner et de prendre en compte la réalité de la guerre impérialiste tout en niant toute dynamique vers la guerre généralisée. Il en résulte des articles et des prises de position contradictoires, ou bien... générales et abstraites face à la situation réelle en cours, dont cette déclaration est l'expression.

Dès que poussé dans ses retranchements, la contradiction entre la réalité historique et sa théorie de la Décomposition éclate violemment : « Pour qu'une guerre

³¹. <https://actionweek.noblogs.org/congres-anti-guerre-fr/>. En fait, il semble qu'il y ait deux « appels » au congrès, l'autre se trouvant sur <https://actionweek.noblogs.org/francais/>.

³². *Internationalist Communist Perspectives* s'est distingué en reprenant à son tour l'appel de la TCI à la formation de comités NWBCW.

³³. Le CCI a publié la correspondance avec la TCI au sujet de la déclaration : <https://fr.internationalism.org/content/10811/gauche-communiste-guerre-ukraine>.

mondiale puisse avoir lieu il faudrait que deux blocs impérialistes se constituent, ce qui n'est pas actuellement à l'ordre du jour et **possiblement ne le sera jamais**. Par contre l'enlisement irréversible dans la décomposition est une menace beaucoup plus tangible, en cours de réalisation, et tout aussi catastrophique **mais probablement plus terrible encore que la guerre mondiale** »³⁴, dit-il encore en juin 2024. Comment armer le prolétariat et participer à ses luttes, dont les conditions sont et vont être déterminées par la marche à la guerre généralisée, si l'on nie celle-ci ? Pire même, si l'on présente la véritable menace comme celle de l'idée de Décomposition, qui n'est portée par aucune classe, en lieu et place de la guerre généralisée qui est, elle, portée et incarnée par la classe bourgeoise ? Nous avons là un cas typique de l'internationalisme de la phrase, de l'internationalisme abstrait, qui au final désarme le prolétariat en lui laissant accroire que la guerre n'est pas la réalité en cours, ni le danger – comme expression ultime de la crise du capital –, ni même le facteur, devenu aujourd'hui le principal facteur, d'aggravation de ses conditions d'exploitation.

Pour autant, nous aurions pu signer cette déclaration, au même titre que Lénine et la Gauche de Zimmerwald avaient signé le Manifeste de la conférence dans la mesure où il aurait représenté « un pas en avant... », tout en maintenant nos critiques et notre combat. Et tout en favorisant notre intervention dans les comités NWBCW. Mais pour que cette déclaration puisse représenter ce pas en avant, encore eût-il fallu que le CCI n'en exclut pas une bonne partie du camp prolétarien, si ce n'est sa majorité, au nom de « la lutte contre les groupes parasites » et en décrétant, de manière tout à fait partielle ou subjective, qui est et qui n'est pas « internationaliste. »³⁵ Autre contradiction du CCI, du fait de sa théorie du parasitisme cette fois, qui réduit les participants à sa Déclaration au seul Istituto Damen, sachant qu'In-

³⁴. Nous ne nous attarderons pas sur cet article – vue l'inanité et la stupidité des arguments – qui est censé dénoncer « nos » mensonges et qui, contraint d'argumenter un minimum, vient largement confirmer notre critique des positions du CCI : <https://fr.internationalism.org/content/11390/face-aux-mensonges-et-embrouilles-du-gigc-defense-lintervention-du-cci-face-a-guerre>

³⁵. Lettre de la TCI du 21 mars 2022, citant d'abord le CCI : « Controverses, GIGC, Perspective Internationaliste, Matériaux Critiques et quelques autres appartiennent au milieu parasite et n'ont rien à voir avec l'internationalisme prolétarien, même s'ils écrivent dessus et même s'ils mettent exactement la même position en avant. Leur activité est caractérisée par le sabotage des activités communistes et se trouve sur le chemin de toute possibilité d'action unitaire de l'authentique Gauche communiste. Les groupes qui appartiennent à la Gauche communiste sont Il Partito Comunista, Il Programma Comunista, l'Institut Onorato Damen, Programme Communiste, la Tendance Communiste Internationaliste et Internationalist Voice. Donc ce que vous nous demandez est de signer votre propre définition de qui est ou n'est pas dans la Gauche communiste, et en plus, votre idée ancienne que toute organisation formée par ceux qui ont quitté le CCI doivent être coupable de « parasitisme ». Nous avons depuis longtemps critiqué cette étiquette destructrice. » (Correspondances publiées par le CCI, Op.cit)

ternationalist Voice est devenu son satellite et son clone dans la « lutte anti-parasites »...

Le bilan de cette déclaration qui n'est plus « de groupes de la Gauche communiste », mais est devenue entre-temps « commune à la Gauche communiste », réduisant celle-ci aux seuls CCI et Istituto Damen ? Lisons le CCI lui-même : « ces initiatives internationalistes du CCI ne semblent pas avoir été un succès puisqu'elles n'ont pas conduit à une réponse unie de l'ensemble ou même de la majorité des courants de la gauche communiste... »³⁶

La proclamation internationaliste d'Arezzo

Nous avons pris connaissance sur divers sites de la mouvance « conseilliste » d'une proclamation internationaliste,³⁷ adoptée lors d'une réunion à Arezzo en Italie en juin dernier. « Début juin, le dernier jour du congrès anti-guerre de Prague, nous avons convenu de la nécessité d'une courte déclaration sur le capitalisme et la guerre qui exprime nos positions communes et pouvant servir de base à la poursuite d'un travail en réseau et d'une action commune. Cette déclaration a été rédigée après la fin du congrès. Elle a été discutée, amendée et approuvée lors de la réunion internationaliste d'Arezzo, réunion où l'on a exprimé l'espoir qu'elle soit discutée plus amplement par les participants au congrès de Prague et par ceux qui se réuniront à Poznan à la fin du mois. »

Le texte, de tonalité politique conseilliste, ne serait-ce que par ce qui n'y est pas dit, n'en reste pas moins internationaliste. Il a le mérite de faire le lien entre la dynamique de guerre impérialiste mondial et la lutte des classes : « En luttant contre l'austérité, les travailleurs luttent contre la guerre, consciemment ou non. » La proclamation aurait dû s'en tenir à cette dernière phrase et au cadre qu'elle délimite pour définir les orientations politiques à mettre en avant. Au lieu de cela, elle s'aventure à reprendre quelques orientations du congrès anti-guerre de Prague qui, en l'absence de clarification, ne peuvent mener qu'à l'impasse et à l'impuissance : « Nous soutenons les prolétaires des deux camps qui refusent de se battre, qui désertent, qui fraternisent au lieu de s'entre-tuer. Nous soutenons le sabotage de la machine de guerre et la résistance collective contre la conscription, la mobilisation et la militarisation de la société. »

En réalité, les conditions pour des conférences ou des déclarations internationalistes communes à la Gauche communiste comme un tout, pour un Zimmerwald adapté à 2024, ne sont pas réunies aujourd'hui. D'abord une conférence ou regroupement de ce type ne rencontrerait pas les mêmes conditions historiques que Zim-

³⁶. Deux ans après la déclaration commune de la Gauche communiste sur la guerre en Ukraine : <https://fr.internationalism.org/content/11350/deux-ans-apres-declaration-commune-gauche-communiste-guerre-ukraine>

³⁷. Sur le site Pantapolis : <http://pantapolis.over-blog.com/2024/07/proclamation-internationaliste-sur-le-capitalisme-et-la-guerre-arezzo-juillet-204.html>

merwald et Kienthal en 1915 et 1916. Un, la guerre n'est pas encore généralisée ; deux, il n'est plus d'organisations de masse du prolétariat, syndicats et partis, qui trahiraient de nouveau, comme nous l'avons rappelé en introduction.

Par ailleurs, la réalité, minoritaire et divisée, du camp prolétarien et les faiblesses historiques, le sectarisme en particulier, de ses composantes ne permettent pas aujourd'hui d'envisager la constitution d'une initiative internationaliste conséquente de l'ensemble du camp, si ce n'est de tout le camp, c'est-à-dire de ses organisations et groupes communistes. C'est ce qu'illustre, ô combien, l'initiative du CCI. Avant qu'il puisse en être ainsi, il faudra d'une part que le prolétariat en lutte massive pousse, si ce n'est ne contraigne, ses minorités politiques à rompre avec le sectarisme et à se hisser à la hauteur des enjeux et de leurs responsabilités historiques – ne serait-ce qu'en reposant la question du parti dont toute conférence ou initiative internationaliste devrait être le prélude comme Zimmerwald le fut pour l'Internationale communiste. Et

qu'une décantation se produise en son sein, particulièrement sur la question de l'internationalisme prolétarien. En effet, au final et pour être conséquent, l'internationalisme prolétarien n'est que "paroles" s'il ne s'étend pas aux principes de la lutte des classes, de l'insurrection prolétarienne et de l'exercice de la dictature du prolétariat. L'unité de ces principes est la première condition pour que celui de l'internationalisme prolétarien puisse alors être "décliné", appliqué, aux situations concrètes et à la dynamique réelle du rapport de forces entre les classes.

Les gauchistes soi-disant *internationalistes* de Milan rejettent ces principes et se situent, entre autres, sur les principes de la démocratie, de l'anti-fascisme et des luttes de libération nationale. Il en résulte que, malgré certaines positions sur la guerre en Ukraine, la conférence est sur le terrain de la bourgeoisie. Les initiateurs du congrès anti-guerre de Prague ignorent la lutte du prolétariat et y substituent les actions directes de minorités agissantes. Prague fut, au mieux, qu'une variante moderne de l'opportunisme vis-à-vis de l'internationalisme, y substituant la "phrase radicale" anarchiste. La proclamation internationaliste d'Arezzo

se situe sur le terrain du centrisme vis-à-vis du pacifisme radical en faisant des concessions aux anarchistes et au congrès de Prague sur les actions "directes" – sans oublier qu'elle « n'étend pas » sa reconnaissance de la lutte des classes à celles de l'insurrection ouvrière et de la dictature du prolétariat. La Déclaration du CCI et de l'Istituto Damen, en ignorant la guerre impérialiste gé-

néralisée comme facteur central de la situation, reste abstraite et générale, valable en tous temps. Elle est largement insuffisante face à la course vers la guerre impérialiste généralisée que la bourgeoisie cherche à imposer aujourd'hui, concrètement, dans la réalité matérielle de la lutte des classes. Néanmoins, elle aurait pu représenter un pas en avant, mais le sectarisme et l'opportunisme du CCI, son principal initiateur, en ont saboté complètement la valeur et l'intérêt politiques en en excluant la majorité du camp révolutionnaire.

Voilà pour l'heure la « triste » réalité du camp internationaliste. Pour autant, la fuite en avant du capital dans la guerre généralisée va interpeller directement le prolétariat international sur ses conditions de vie et les forces internationales sur le

sens et la fonction de l'internationalisme prolétarien. Le combat pour la défense de l'internationalisme prolétarien ne fait que commencer. Dans la mesure où l'internationalisme prolétarien ne peut être porté de manière conséquente que par le mouvement communiste, le combat pour son affirmation s'inscrit pleinement dans la lutte pour le parti prolétarien mondial. N'est-ce pas là la principale leçon de Zimmerwald ?

« Le parti du prolétariat a le devoir d'autant plus impérieux, d'opposer, avec une clarté, une précision, une netteté absolues, l'internationalisme en action à l'internationalisme en paroles. » (Lénine)³⁸

RL, Août 2024



³⁸. *Les tâches du prolétariat dans notre révolution*, La situation dans l'Internationale socialiste, 1917, Op. Cit.

Débat sur la théorie de la crise du capitalisme

Le texte d'Anton Pannekoek qui suit date de 1934. Nous reprenons sa version en français de marxist.org. Son objet est principalement de critiquer les théories de l'écroulement automatique ou mécanique du capitalisme du fait de ses seules contradictions économiques. Ce qui exclut, explicitement ou non, l'intervention révolutionnaire du prolétariat. Pannekoek s'attaque donc et met à bas la théorie de l'écroulement d'Henrik Grossman³⁹ exposée dans La loi de l'accumulation et de la chute du capitalisme. Le livre venait d'être publié en 1929 et des groupes de la Gauche communiste germano-hollandaise – dont Paul Mattick en particulier – le reprenaient à leur compte au début des années 1930. Pour sa critique, il est amené à revenir sur les schémas de la reproduction du capital avancés par Marx dans le livre 2 du Capital et leur critique par Rosa Luxemburg dans son propre livre, L'accumulation du capital, paru en 1913 juste avant la Première Guerre impérialiste mondiale.

Grossièrement, pour celle-ci, l'accumulation élargie ne peut se poursuivre qu'à la condition qu'existent des marchés extra-capitalistes, ce qui explique le développement de l'impérialisme. Partant des schémas de la reproduction, elle défend que la réalisation de la plus-value, nécessaire à l'accumulation élargie, ne peut pas se faire dans le cadre des seuls rapports capitalistes. Ce faisant, la théorie de Rosa Luxemburg peut, elle-aussi, mener à l'idée d'une crise finale automatique : une fois l'extinction des marchés extra-capitalistes, l'accumulation ne serait plus possible et le système capitaliste bloqué ne pourrait que s'effondrer de lui-même. Pour autant, selon Pannekoek, son erreur n'est pas du même ordre que celle de Grossman : « il s'agit d'une simple erreur scientifique » alors que « l'erreur de Grossman est le fait d'un économiste bourgeois qui pratiquement n'a jamais connu la lutte du prolétariat, et par conséquent est dans une situation qui lui interdit de comprendre l'essence du marxisme. »

Du point de vue de l'explication théorique de la crise, et quelle que soit la justesse ou non de la position de Rosa Luxemburg sur laquelle nous ne nous prononçons pas ici,⁴⁰ elle a le mérite d'exposer « où » les crises, crises de surproduction de capital – et donc de marchandises –, explosent exactement du fait de l'incapacité du capital à réaliser la plus-value produite dans le processus de production : lors de la crise, vente et achat sont disjoints. Ce qui n'est pas le cas de la théorie grossmanienne, qui tend à ne voir qu'une ligne continue et progressive dans la chute du taux de profit, jusqu'à rendre la plus-value insuffisante pour la poursuite de l'accumulation. Du point de vue politique, elle est et reste sur le terrain de la lutte des classes, là où Grossman s'en éloigne, voire la nie. « Cette théorie de la catastrophe économique [de Grossman] est donc tout à fait ce qu'il faut pour des intellectuels qui reconnaissent le caractère intenable du capitalisme et veulent une économie planifiée dont l'édification doit être l'affaire d'économistes et de chefs capables. »

L'intérêt de ce texte ne se limite pas à la critique de Grossman d'un point de vue marxiste et de classe. Il expose de manière claire et précise certains fondements de la théorie marxiste qui peuvent aider des lecteurs plus ou moins « avertis » à s'initier à la critique marxiste de l'économie politique. C'est d'abord à ce titre que nous avons jugé utile de le re-publier et de le faire connaître au plus grand nombre. Ensuite, nous voulons attirer l'attention sur la méthode « historico-matérialiste » qu'Anton Pannekoek oppose à Grossman et qu'il réussit, selon nous, à appliquer et développer ici. Le lecteur habitué à nos critiques et notre « combat contre le conseillisme » sera surpris de notre salut au plus éminent théoricien du conseillisme. D'autant que la conclusion de ce texte sur la théorie des crises se conclut par un rejet grossier de la nécessité du parti.

Pour autant, il nous semble important de souligner la démarche générale du texte qui tourne le dos à la méthode typique du conseillisme ou encore de l'économisme. En 1934, en s'opposant à l'idée d'une crise économique finale, Pannekoek rejette tout automatisme ou déterminisme purement économique d'ordre « économiciste » ou conseilliste :

« Le capitalisme, tel qu'il vit et croît, devenant toujours plus insupportable pour les ouvriers, les pousse à la lutte, continuellement, jusqu'à ce que se soient formées en eux la volonté et la force de renverser la domination du capitalisme et de construire une nouvelle organisation, et alors le capitalisme s'écroule. (...) Le mouvement ouvrier n'a pas à attendre une catastrophe finale, mais beaucoup de catastrophes, des catastrophes politiques – comme les guerres – et économiques – comme les crises qui (...) deviennent de plus en plus dévastatrices. »

En prônant « l'élimination des vieilles illusions », il inclut parmi celles-ci, malheureusement, celle « de pouvoir renverser le capitalisme dans un assaut guidé par un parti communiste. » Le Pannekoek conseilliste, celui qui oppose le parti à la prise de conscience des masses, contredit le Pannekoek marxiste. Comment encourager et animer « la volonté et la force de renverser » le capitalisme si on en élimine leur expression matérielle privilégiée, c'est-à-dire les minorités organisées du prolétariat et son parti politique ? Mais c'est là une autre question qui n'enlève rien à l'intérêt et à la valeur marxiste du texte qui suit. Et qui, en passant, ne fait que souligner l'impasse historique de la Gauche germano-hollandaise malgré ses immenses mérites et le respect que l'ont doit à ses militants, tout particulièrement à Anton Pannekoek.

Août 2024

³⁹. Henrik Grossman fut membre du PC polonais dans les années 1920, jusqu'à son exil en Allemagne, puis aux États-Unis. Après guerre, il revint en Europe et fut membre du PC stalinien d'Allemagne de l'est.

⁴⁰. C'est un débat interne que nous commençons à peine.

La théorie de l'écroulement du capitalisme (Anton Pannekoek, 1934)

L'idée que le capitalisme se trouvait dans une crise définitive, dans sa crise mortelle, domina les premières années qui suivirent la révolution russe. Lorsque le mouvement révolutionnaire des travailleurs se mit à refluer en Europe occidentale, la Troisième Internationale abandonna cette théorie. Elle fut alors maintenue par le mouvement d'opposition du KAP, qui fit de l'adhésion à la théorie de la crise mortelle le critère de distinction entre point de vue révolutionnaire et point de vue réformiste. La question de la nécessité et de l'inévitabilité de l'écroulement du capitalisme, et la manière dont celui-ci doit être compris, est pour la classe ouvrière, pour sa théorie et sa tactique, la plus importante de toutes les questions. En 1912 déjà, Rosa Luxemburg l'avait traitée dans son livre *L'accumulation du capital*, et elle y était parvenue à cette conclusion: dans un système capitaliste pur, fermé, la plus-value nécessaire à l'accumulation ne pourrait être réalisée; il est donc nécessaire que le capitalisme s'étende constamment par le commerce avec des pays non capitalistes. Ce qui signifie: si cette expansion n'est plus possible, le capitalisme s'écroule; il ne peut plus continuer d'exister comme système économique. C'est de cette théorie – qui aussitôt après la parution du livre fut contestée de divers côtés – que le KAP s'est souvent réclamé. Une tout autre théorie fut développée en 1929 par Henryk Grossman dans son ouvrage: *Das Akkumulations und Zusammenbruchsgesetz des kapitalistischen Systems*. Grossman y démontre que le capitalisme doit s'écrouler, de manière purement économique: indépendamment de l'intervention humaine, révolutions, etc., il lui serait impossible de continuer d'exister comme système économique. La crise, grave et durable, qui a débuté en 1930, a assurément rendu les esprits sensibles à une telle théorie de la crise mortelle. Le manifeste du United Workers of America, paru récemment, fait de la théorie de Grossman la base théorique d'une nouvelle orientation du mouvement ouvrier. Aussi est-il nécessaire d'en faire un examen critique. Et pour cela il est impossible de ne pas exposer la position du problème chez Marx et les discussions qui s'y sont rattachées par le passé.

Marx et Rosa Luxemburg

Dans la deuxième partie du *Capital*, Marx a traité les conditions générales du procès d'ensemble de la production capitaliste. Dans le cas abstrait de la production capitaliste pure, toute production se fait pour le marché: tous les produits doivent être achetés et vendus comme marchandises. La valeur des moyens de production passe au produit, et une valeur nouvelle est ajoutée par le travail. Cette valeur nouvelle se décompose en deux parties: la valeur de la force de travail – payée comme salaire et utilisée par les travailleurs pour

l'achat de moyens de subsistance – et le reste, la plus-value, qui revient au capitaliste. Si la plus-value est dépensée en moyens de subsistance et en objets de luxe, on a la reproduction simple; si une partie est accumulée en nouveau capital, on a la reproduction sur une échelle élargie.

Pour que les capitalistes puissent trouver sur le marché les moyens de production dont ils ont besoin, pour que eux, et les ouvriers, puissent se procurer également les moyens de subsistance dont ils ont besoin, il doit y avoir entre les diverses branches de la production un rapport déterminé. Un mathématicien l'exprimerait facilement en formules algébriques. Marx, cependant, a fourni des exemples numériques, inventant des cas choisissant des quantités numériques qui servent d'illustration, afin de donner une expression de ces rapports. Il distingue deux sphères, ou deux secteurs principaux de la production: le secteur des moyens de production (I), et celui des moyens de consommation (II). Dans chacun de ces secteurs, une valeur déterminée des moyens de production utilisés est transférée au produit sans subir de variation (capital constant, c). De la valeur nouvellement ajoutée, une partie est payée pour la force de travail (capital variable, v), l'autre partie constitue la plus-value (pv). Si l'on pose, dans l'exemple numérique, le capital constant égal à quatre fois le capital variable (ce chiffre s'élève avec le développement de la technique) et la plus-value égale au capital variable (ce rapport est déterminé par le taux d'exploitation), on peut alors fournir les chiffres suivants qui satisfont à ces conditions dans le cas de la reproduction simple:

$$\text{I. } 4000c + 1000v + 1000pv = 6000 \text{ (produit)}$$

$$\text{II. } 2000c + 500v + 500pv = 3000 \text{ (produit)}$$

Chacune des lignes satisfait aux conditions. $v + pv$, dépensés en moyens de consommation, étant ensemble égaux à la moitié de c , la valeur des moyens de production, il faut que le secteur II produise une valeur égale à la moitié de la valeur produite en I. On trouve alors le juste rapport: les moyens de production produits (6000) sont la juste quantité de fournitures nécessaires à la prochaine période de rotation: 4000 c pour le premier secteur, 2000 c pour le second; et les moyens de subsistance produits en II (3000) sont exactement ce qu'il faut mettre à la disposition des ouvriers (1000 + 500) et des capitalistes (1000 + 500).

Pour illustrer de manière analogue le cas de l'accumulation de capital, il faut indiquer la part de plus-value qui sert à l'accumulation; cette part est ajoutée au capital

l'année suivante (pour des raisons de simplicité, on prend une période de production d'un à chaque fois), si bien que chaque secteur de la production emploie alors un capital plus grand. Nous supposons dans notre exemple que la moitié de la plus-value est accumulée (donc utilisée pour un nouveau c et un nouveau v) et que l'autre moitié est dépensée (consommation : k). Le calcul du rapport de I à II est alors un peu plus compliqué, mais, naturellement, on peut le trouver. Il s'avère que si l'on part de nos hypothèses, ce rapport est de 11 à 4 – comme cela apparaît dans les chiffres suivants :

$$\begin{aligned} \text{I. } & 4400c + 1100v + 1100pv (= 550k + 550acc (= 440c+110v)) = 6600 \\ \text{II. } & 1600c + 400v + 400pv (= 200k + 200acc (= 160c+40v)) = 2400 \end{aligned}$$

Les capitalistes ont besoin de 4400 + 1600 pour renouveler leurs moyens de production, et de 440 + 160 pour les élargir, et ils trouvent effectivement 6600 comme moyens de production sur le marché. Les capitalistes ont besoin de 550 + 200 pour leur consommation, les anciens ouvriers de 1100 + 400, les nouveaux de 110 + 40 en moyens de subsistance ; la somme de ces besoins est égale aux 2400 effectivement produits comme moyens de subsistance. L'année suivante tout le processus se reproduit à une échelle augmentée de 10 % :

$$\begin{aligned} \text{I. } & 4840c + 1210v + 1210pv (= 605k + 484c + 121v) = 7260 \\ \text{II. } & 1760c + 440v + 440pv (= 220k + 176c + 44v) = 2640 \end{aligned}$$

La production peut alors continuer, en montant chaque année dans la même proportion.

Naturellement, il s'agit là d'un cas monstrueusement simplifié. On peut le rendre plus complexe, et ainsi plus proche de la réalité, si l'on suppose dans les secteurs I et II des compositions organiques différentes (rapport de c à v), ou bien encore un taux d'accumulation différent, ou bien si l'on fait croître peu à peu le rapport c à v – et alors le rapport de I à II se modifie chaque année. Dans tous ces cas le calcul devient plus compliqué, mais il peut être fait ; il est toujours possible de calculer un nombre inconnu (le rapport de I à II) à partir des conditions données, si bien que la demande et l'offre se recouvrent. On trouvera des livres qui contiennent ce genre d'exemples. Dans la réalité effective, naturellement, un équilibre parfait pendant une période ne se réalise jamais ; des marchandises sont vendues contre de l'argent, et l'argent n'est utilisé pour acheter que

plus tard : il y a une thésaurisation qui sert de tampon et de réservoir. De même des marchandises restent invendues ; en outre il y a le commerce avec les pays non capitalistes. Mais l'essentiel, ce qui nous importe, peut être clairement vu dans ces schémas de la reproduction : pour que la production aille continuellement de l'avant, en s'élargissant, il faut que certains rapports soient donnés entre les secteurs productifs, rapports qui dans la pratique sont approximativement réalisés et qui dépendent des données suivantes : composition organique du capital, taux d'exploitation, partie accumulée de la plus-value.

Marx n'eut pas l'occasion de fournir une présentation bien soignée de ces exemples (cf. l'introduction de Engels au deuxième Livre du *Capital*). C'est sans doute pour cela que Rosa Luxemburg fut portée à croire qu'il y avait ici une lacune – un problème

que Marx n'aurait pas vu et donc aurait laissé irrésolu ; c'est pour le résoudre qu'elle entreprit son ouvrage sur l'accumulation du capital (1912). Le problème qui semblait ouvert était celui-ci : qui doit acheter les produits dans lesquels la plus-value se matérialise ? Le fait que les sections I et II s'achètent mutuellement une quantité toujours plus grande de moyens de production et de moyens de subsistance reviendrait à un mouvement circulaire sans but et dont il n'y a rien à tirer. La solution se trouverait dans l'entrée en scène d'acheteurs, situés à l'extérieur du capitalisme, dans l'existence de marchés étrangers outre-mer – dont la conquête serait donc pour le capitalisme une question de vie ou de mort. Telle serait la base économique de l'impérialisme.

Or, ici, c'est Rosa Luxemburg qui s'est trompée, comme les éléments mentionnés plus haut le montrent clairement. Le schéma – simple exemple – fait apparaître, sans aucune ambiguïté, que tous les produits peuvent être vendus à l'intérieur du capitalisme lui-même. Non seulement les parties de la valeur transmise 4400 + 1600, mais aussi les 440 + 160, qui contiennent la plus-value accumulée, sont achetées, sous formes de moyens de production physiques, par les capitalistes qui veulent commencer l'année suivante avec, en tout, 6600 en moyens de production. De manière analogue, les 110 + 40 provenant de la plus-value sont effectivement achetés par les travailleurs additionnels. Et il y a bien un but dans tout cela : produire, se vendre les produits les uns aux autres, consommer, accumuler, produire plus, c'est tout le contenu du capitalisme, donc le but de la vie des hommes dans ce mode de production. Il n'y a rien ici d'un problème non résolu que Marx n'aurait pas vu.

Rosa Luxemburg et Otto Bauer

Aussi le livre de Rosa Luxemburg a-t-il été critiqué de divers côtés aussitôt après sa publication. C'est ainsi

qu’Otto Bauer a rédigé une critique dans un article de la *Neue Zeit* (7-14 mars 1913). Comme tous les autres, la critique de Bauer montre que production et absorption des marchandises peuvent très bien coïncider. Mais la forme particulière de sa critique est de lier l’accumulation à l’accroissement démographique. Otto Bauer commence par poser une société socialiste où la population croît au rythme annuel de 5 % : il faut donc que la production des moyens de subsistance croisse dans la même proportion ; d’autre part, vu les progrès de la technique, l’augmentation des moyens de production est relativement plus forte. Le capitalisme doit connaître un élargissement analogue de la production ; mais dans le capitalisme, cela ne se réalise pas selon une régulation planifiée, mais par le biais de l’accumulation de capital. Otto Bauer fournit alors comme exemple numérique un schéma qui satisfait à ces conditions de la manière la plus simple : un accroissement annuel du capital variable de 5 %, du capital constant de 10 % et un taux d’exploitation de 100 % ($pv = v$). Ces conditions fixent d’elles-mêmes la part de plus-value qui doit être accumulée pour que soit possible l’accroissement, hypothétisé, du capital, et la part qui est dépensée. Il n’y a pas besoin de recourir à des calculs difficiles pour dresser un schéma qui fasse apparaître le juste accroissement d’année en année.

Année 1 :	$200.000c + 100.000v + 100.000pv$	(= $20.000c + 5.000v + 75.000k$)
Année 2 :	$220.000c + 105.000c + 105.000pv$	(= $22.000c + 5.250v + 77.750k$)
Année 3 :	$242.000c + 110.250v + 110.250pv$	(= $24.200c + 5.512v + 80.538k$)

Bauer poursuit son schéma pendant quatre ans ; par ailleurs il calcule séparément les chiffres des secteurs I et II de la production.

Mais le caractère de cette critique ne pouvait que prêter lui-même le flanc à la critique. L’idée de base de Bauer ressort déjà clairement dans l’insertion de « *la croissance démographique dans une société socialiste* ». Le capitalisme apparaît ici comme un socialisme qui n’a pas encore été régularisé, comme un poulain non encore maîtrisé, qui continue de ruer de tous les côtés et a besoin uniquement d’être pris en main et domestiqué par le dompteur socialiste. L’accumulation sert uniquement, chez Bauer, à l’élargissement de la production rendu nécessaire par l’accroissement démographique – et de même le capitalisme n’a pas d’autres fonctions que de pourvoir l’humanité en moyens de subsistance ; mais, à cause du manque de planification, ces deux fonctions sont mal assurées, suivent une ligne irrégulière, tantôt trop et tantôt pas assez, et se résolvent en

catastrophes. D’autre part l’accroissement raisonnable de 5 % par an peut bien convenir à une société socialiste où toute l’humanité s’est soigneusement rangée. Mais pour le capitalisme tel qu’il fut et tel qu’il est, c’est un exemple très mal choisi. Toute son histoire est une ruée en avant, une expansion violente qui dépasse de loin les limites de l’accroissement de la population. La force motrice était l’instinct d’accumulation : la plus grande quantité possible de plus-value était investie en nouveau capital et, pour le valoriser, des secteurs de plus en plus grands de la population étaient attirés dans le processus. Il y avait même, et il y a toujours, un gros surplus d’hommes : ceux-ci, se trouvant à l’extérieur ou à moitié en dehors, constituent une réserve qui – aspirée ou rejetée selon les nécessités – se tient prête pour satisfaire le besoin de valorisation du capital accumulé. Bauer dans sa présentation ignorait totalement ce trait fondamental et essentiel du capitalisme.

Et évidemment, c’est cet aspect que Rosa Luxemburg prit comme point de mire de son anti-critique. Contre ceux qui prouvaient que les schémas de Marx ne recélaient aucun problème au sens qu’elle lui avait donné, Rosa Luxemburg pouvait difficilement s’en tirer autrement que par la raillerie, en s’exclamant qu’avec des exemples numériques artificiels il n’était pas dur de faire tout coller en beauté. Mais le fait de relier l’accumulation à l’accroissement de la population comme

principe régulateur était tellement contraire à l’esprit des enseignements marxistes que le sous-titre de son anticritique, « *Ce que les épigones ont fait de la théorie de*

Marx », convenait cette fois parfaitement. Il ne s’agit plus ici d’une simple erreur scientifique (comme chez Rosa Luxemburg elle-même) : l’erreur de Bauer reflète le point de vue politique-pratique de la social-démocratie d’alors. Ils se sentaient les futurs hommes d’Etat qui, se substituant aux politiciens en place, auraient réalisé l’organisation de la production ; aussi ne voyaient-ils pas dans le capitalisme l’antithèse complète d’une dictature prolétarienne – à réaliser par la révolution – mais une forme, non encore régularisée et susceptible d’amélioration, de la production des moyens de la vie.

Le schéma de reproduction de Grossman

C’est au schéma de reproduction établi par Otto Bauer que se rattache Henryk Grossman. Il a remarqué qu’il n’est pas possible de le continuer de manière indéfinie : au bout d’un certain temps il se heurte à des contradictions. C’est très facile à voir. Otto Bauer pose un capital constant de 200.000, qui s’accroît chaque année de 10 %, et un capital variable de 100.000 qui s’accroît chaque

année de 5 % ; le taux de plus-value est fixé à 100 % : autrement dit, la plus-value est chaque année égale au capital variable. Conformément aux règles mathématiques, une grandeur qui augmente chaque année de 10 % double au bout de 7 ans, quadruple au bout de 14 ans, décuple après 23 ans et centuple après 46 ans. Une grandeur qui s'accroît chaque année de 5 % n'a que décuplé au bout de 46 ans. Le capital variable et la plus-value, qui la première année s'élevaient à la moitié du capital constant, ne représentent plus après 46 ans qu'une vingtième du capital constant qui a crû dans une mesure bien plus colossale. La plus-value ne suffit donc plus du tout à assurer l'accroissement annuel de 10 % du capital constant.

Ce fait n'est pas seulement lié aux taux de croissance, 10 % et 5 %, choisis par Bauer. En effet, dans le capitalisme, la plus-value a une croissance moins rapide que le capital. Cela entraîne une baisse progressive du taux de profit au cours du développement du capitalisme ; c'est un fait bien connu, et Marx consacre plusieurs chapitres à cette chute du taux de profit. Si le taux de profit tombe à 5 %, le capital ne peut plus s'agrandir de 10 %, car l'agrandissement du capital à partir de la plus-value accumulée est nécessairement inférieur à cette même plus-value. Le taux de profit constitue donc la limite supérieure évidente du taux d'accumulation (cf. Marx, *Le Capital*, MEW 25, 234, où il est dit que la chute du taux de profit entraîne la chute du taux d'accumulation). L'utilisation d'un chiffre fixe, 10 %, que l'on peut bien admettre pour une période de quelques années comme chez Bauer, devient inadmissible si l'on prolonge les schémas de reproduction sur une plus longue période.

Et pourtant Grossman, sans se soucier de rien, continue année par année le schéma de Bauer, se figurant représenter ainsi le capitalisme effectif. Il aboutit alors aux valeurs suivants pour le capital constant, le capital variable et la plus-value (plus-value nécessaire pour l'accumulation et revenu subsistant pour la consommation des capitalistes) (le tout arrondi au millier) :

	c	v	s	accumulation	k
Au début	200	100	100	20 + 5 = 25	75
Après 20 ans	1222	253	253	122+13=135	118
Après 30 ans	3170	412	412	317+21=338	74
Après 34 ans	4641	500	500	464+25=489	11
Après 35 ans	5106	525	525	510+26=536	-11

Au bout de 21 ans la part qui reste pour la consommation commence à diminuer ; la 34^e année elle disparaît presque et la 35^e année on se trouve même en présence

d'un déficit ; le capital constant, véritable Shylock, exige impitoyablement sa livre de chair, il veut croître de 10 % et les pauvres capitalistes qui ne reçoivent plus rien pour leur propre consommation se mettent à crever de faim.

« A partir de la 35^e année l'accumulation cesserait de pouvoir tenir le rythme de l'accroissement démographique - sur la base du progrès technique alors atteint. L'accumulation serait alors trop réduite ; il y aurait nécessairement apparition d'une armée de réserve qui ne pourrait que croître d'année en année » (Grossman, *op. cit.*, p. 126).

Dans de telles circonstances les capitalistes ne pensent pas à la poursuite de la production. Et s'ils y pensaient, ils ne le feraient pas ; car avec un déficit de 11 en capital d'accumulation, ils seraient contraints de restreindre la production. (De fait, ils auraient dû le faire auparavant, pour maintenir leur dépenses de consommation.) Une partie des travailleurs est mise alors au chômage ; une partie du capital reste inutilisée, et la plus-value produite diminue ; la masse de la plus-value et un déficit encore plus grand apparaissent⁴¹ au niveau de l'accumulation - entraînant une plus grande augmentation du chômage. Et c'est l'écroulement économique du capitalisme. Le capitalisme est devenu impossible comme système économique. Et ainsi Grossman a résolu le problème qu'il se posait à la page 79 :

« Comment, de quelle manière l'accumulation peut-elle conduire à l'écroulement du capitalisme ? »

On trouve ici exposé ce qui dans la littérature marxiste des premiers temps fut toujours traité comme un malentendu stupide des adversaires, et qu'on avait l'habitude de désigner par le « grand krach ». Sans que soit présenté aucune classe révolutionnaire décidée à vaincre et à exproprier la bourgeoisie, le capitalisme arrive à sa fin, de manière purement économique ; la machine ne veut plus tourner, elle se bloque, la production est devenue impossible. Comme l'écrit Grossman :

« ... malgré tous les interruptions et les affaiblissements périodiques de la tendance à l'écroulement, le mécanisme d'ensemble se rapproche toujours plus nécessairement de sa fin, avec les progrès de l'accumulation du capital [...] alors la tendance à l'écroulement prend le dessus, sa validité est devenue absolue et s'impose comme « crise ultime » (p. 140).

Et plus avant dans le livre :

« ... bien que l'écroulement du capitalisme soit objectivement nécessaire, certaines conditions étant données, et que le moment où il se produira soit exactement calculable, il n'est cependant pas nécessaire, comme le montre notre exposition, qu'il résulte automatiquement, « de lui-même » au moment attendu, et, par conséquent, on ne doit pas l'attendre de manière purement passive » (p. 601).

⁴¹. Note du GIGC : nous nous sommes autorisés à corriger la traduction. L'original sur marxist.org « la masse (...) et un déficit (...) apparaî... »

Dans cette phase, où l'on pourrait croire un instant qu'il va être question du rôle actif du prolétariat comme *acteur* de la révolution, Grossman n'a en vue que les modifications à apporter dans le salaire et le temps de travail, modifications qui introduisent certains dérangements dans les bases et les résultats numériques du calcul. Et c'est dans ce sens qu'il poursuit :

« Il apparaît ainsi que l'idée d'un effondrement nécessaire pour des raisons objectives n'est absolument pas en contradiction avec la lutte de classe ; bien au contraire, l'effondrement, malgré sa nécessité objectivement donnée, est largement influençable par les forces vivantes des classes en lutte, et laisse subsister une certaine marge de jeu, permettant l'intervention active des classes en lutte. C'est pour cette raison précise que toute l'analyse du processus de reproduction chez Marx débouche sur la lutte des classes » (p. 602).

Le « c'est pour cette raison » est exquis ; comme si la lutte de classes chez Marx ne signifiait que lutte pour les salaires et pour le temps de travail.

Considérons d'un peu plus près la base de cet effondrement. Sur quoi repose cet accroissement nécessaire du capital constant de 10 % chaque année ? Dans la citation que nous donnons plus haut, Grossman dit que le progrès technique (le taux de croissance démographique étant donné) prescrit un accroissement annuel déterminé du capital constant. On pourrait alors dire – sans recourir au détour du schéma de la reproduction : lorsque le taux de profit devient inférieur à ce taux d'accroissement, exigé par le progrès technique, le capitalisme doit nécessairement s'effondrer. Laissons le fait que cela n'a rien à voir avec Marx ; mais qu'est-ce que c'est que cet accroissement du capital exigé par la technique ? Les améliorations techniques sont introduites dans le cadre de la concurrence mutuelle pour faire du sur-profit (plus-value relative) ; mais cela ne va pas au-delà de ce que permettent les moyens financiers donnés. Chacun sait également que des douzaines d'inventions, d'améliorations techniques ne sont pas introduites et, souvent, sont à dessein abandonnées dans leur carton par les patrons, afin de ne pas dévaloriser l'appareil technique existant. La nécessité du progrès technique n'agit pas comme une contrainte extérieure ; elle agit par l'intermédiaire des hommes, et pour ceux-ci la nécessité ne va pas au-delà de ce qu'ils peuvent.

Mais admettons que cela soit juste et que par suite du progrès technique, le capital constant entre dans un rapport variable, comme dans le schéma : la 30^e année, de 3170 à 412, la 34^e année, de 4641 à 500, la 35^e année, de 5106 à 525, la 36^e année de 5616 à 551. La 35^e année la plus-value ne s'élève qu'à 525.000 et ne suffit pas pour ajouter 510.000 au capital constant et 26.000 au capital variable ; Grossman fait croître le capital constant de 510.000 et ne conserve que 15.000 comme incrément du capital variable : à cause des 11.000 en moins. Il dit à

ce sujet :

« 11.509 travailleurs restent sans travail, l'armée de réserve se constitue. Et puisque la population ouvrière n'entre pas tout entière dans le processus de production, il n'est pas nécessaire d'employer dans sa totalité à l'achat de moyens de production la somme du capital constant additionnel (510.563 *akk*). Si une population de 551.584 permet d'exploiter un capital constant de 5.616.200, une population de 540.075 n'entraînera l'exploitation que d'un capital constant de 5.499.015. Il reste donc un capital excédentaire, de 117.185, sans possibilité d'investissements. Ainsi le schéma fait apparaître une illustration scolaire de l'état de choses auquel pensait Marx, lorsqu'il intitula un chapitre du troisième livre du *Capital* : « *Capital excédentaire avec population excédentaire* » (p. 126).

Manifestement, Grossman n'a pas remarqué que si ces 11.000 sont réduits au chômage, c'est uniquement parce que de façon complètement arbitraire, sans fournir aucune raison, il ne fait porter le déficit que sur le capital variable, tout en laissant croître le capital constant de 10 %, comme si de rien n'était ; mais lorsqu'il se rend compte qu'il n'y a pour toutes ces machines aucun ouvrier, ou plutôt qu'il n'y a pas d'argent pour payer leurs salaires, il préfère ne pas faire installer ces machines et se voit obligé de laisser inutilisée une partie du capital. Seule cette bévue lui permet d'aboutir à l'« illustration scolaire » d'un phénomène qui se manifeste lors des crises capitalistes habituelles. En réalité, les patrons ne pourront élargir leur production que dans la mesure où leur capital le leur permet – à la fois pour les machines et pour les salaires. Si, au total, il n'y a pas assez de plus-value, celle-ci (toujours si l'on admet la contrainte technique) sera répartie proportionnellement entre les éléments du capital ; le calcul montre que des 523.319 produits comme plus-value, 500.409 doivent être investis en capital constant, et 24.910 en capital variable, pour obtenir le rapport juste, correspondant au progrès technique ; les travailleurs licenciés ne sont pas 11.000 mais 1.326, et il n'est nullement question d'un capital excédentaire. Si l'on prolonge le schéma de cette manière exacte, on a au lieu d'une irruption catastrophique du chômage un progrès extrêmement lent de celui-ci.

Maintenant, comment est-il possible de mettre au compte de Marx ce soi-disant effondrement et de l'étayer, durant des chapitres et des chapitres, de douzaines de citations de Marx ? Toutes ces citations se rapportent aux crises économiques, aux alternances conjoncturelles d'essor et de récession. Alors que le schéma devait servir à montrer qu'un effondrement économique définitif se déclenche au bout de 35 ans, on lit, 2 pages plus bas :

« *La théorie marxienne du cycle économique, ici exposée* » (p. 123).

Grossman truffe continuellement ses développements

de phrases de Marx sur les crises périodiques ; c'est uniquement ainsi qu'il peut donner l'impression d'exposer une théorie de Marx. Mais chez Marx on ne trouvera rien d'un écroulement définitif à la façon du schéma de Grossman. Il est vrai que Grossman cite quelques passages qui ne traitent pas des crises. C'est ainsi qu'il écrit page 263 :

« Il s'avère que « le mode de production capitaliste trouve une limite dans le développement des forces productives » ... (Marx, *Le Capital*, III, 1, p. 252) ».

Mais si l'on ouvre *Le Capital*, Livre III, t.1, à la page 252, on y lira :

« Mais ce qui compte dans l'horreur qui les saisit [c'est-à-dire Ricardo et les autres économistes] devant la chute tendancielle du taux de profit, c'est le sentiment que le mode de production capitaliste trouve une limite dans le développement des forces productives (...) »⁴²

Il s'agit de tout autre chose. A la page 79, il fait cette citation, pour prouver que même le mot « écroulement » vient de Marx :

« Ce procès aboutirait rapidement à l'écroulement de la production capitaliste si la force centripète ne se heurtait pas à des tendances contraires, poussant à une décentralisation » (*Capital*, III, 1, op. cit., p. 256)⁴³

Comme Grossman le souligne à juste raison, ces tendances contraires se réfèrent au « rapidement », si bien qu'avec elles le processus s'effectue sur un rythme, justement, plus lent. Mais Marx parle-t-il ici d'un écroulement purement économique ? Lisons la phrase qui précède chez Marx :

« C'est cette séparation entre les conditions de travail d'un côté et les producteurs de l'autre qui constitue le concept de capital, qui s'ouvre avec l'accumulation primitive, se manifeste ensuite comme phénomène continu dans l'accumulation et la concentration du capital et finit par s'exprimer ici comme centralisation de capitaux déjà donnés en peu de mains et, pour beaucoup, comme décapitalisation (c'est ce sens que prend alors l'expropriation). »

Il est donc clair que l'écroulement mentionné après signifie simplement, comme si souvent chez Marx, que le socialisme met fin au capitalisme.

Il n'y a donc rien à tirer des citations de Marx : il n'est pas plus possible d'en extraire une catastrophe économique finale qu'il n'était possible de la déduire du schéma de la reproduction. Mais tout cela peut-il servir à l'exposition et à l'explication des crises périodiques ? Grossman cherche à unifier solidement les deux aspects : « La théorie marxienne de l'écroulement est en même temps une théorie des crises ».

C'est ainsi qu'il intitule le 8^e chapitre (p. 137). Mais comme démonstration, il ne fournit qu'une figure (p.

141) dans laquelle une « ligne d'accumulation » impétueusement ascendante est découpée en fragments plus petits. Or, selon le schéma, l'écroulement ne doit se déclencher qu'après 35 ans ; tandis qu'ici on a une crise tous les 5 ou 7 ans, dans des périodes où, selon le schéma, tout devrait aller parfaitement. On obtiendra un écroulement plus rapide si le taux d'accroissement annuel du capital constant s'élève bien au-dessus de 10 %. Effectivement, en période ascendante du cycle économique, on a un accroissement bien plus rapide du capital ; mais cet accroissement n'a rien à voir avec le progrès technique ; le volume de la production s'élargit par à-coups. A cette occasion d'ailleurs, le capital variable lui aussi s'accroît rapidement et par sauts. Les raisons qui rendent inévitables un écroulement, après 5 ou 7 ans, restent obscures. Autrement dit : les causes réelles, qui régissent l'ascension rapide puis la baisse de la conjoncture, sont d'une tout autre nature que ce qui est contenu dans le schéma de reproduction de Grossman.

Marx parle d'une suraccumulation qui introduit la crise, d'un trop-plein de plus-value accumulée qui ne trouve pas où s'investir et pèse sur le profit ; l'écroulement de Grossman provient d'une insuffisance de plus-value accumulée.

L'excédent simultané de capital inemployé et d'ouvriers sans travail est une manifestation typique des crises : les schéma de Grossman conduit à un manque de capitaux, que Grossman ne peut transformer en excédant de capital qu'en commettant l'erreur susmentionnée. Donc : aussi peu le schéma Grossmanien démontre un écroulement définitif, aussi peu s'applique-t-il aux phénomènes réels d'écroulement : les crises.

On peut encore ajouter que ce schéma, conformément à son origine, pèche de la même erreur que Bauer : la poussée en avant, réelle, fougueuse, du capitalisme sur le monde, qui fait passer sous son emprise de plus en plus de peuples, est représentée ici par un accroissement démographique régulier et calme de 5 % par an, comme si le capitalisme était parqué dans une économie d'État fermée.

Grossman contre Marx

Grossman se vante, avec son livre, d'avoir pour la première fois restitué dans toute sa justesse la théorie de Marx – contre les déformations des sociaux-démocrates.

« L'un de ces nouveaux acquis scientifiques » – dit-il fièrement au début de l'introduction – « est la théorie de l'écroulement, exposée plus bas, et qui représente la colonne portante dans le système économique de Marx » (p. v).

Combien ce qu'il considère comme une théorie de l'écroulement a peu à voir avec Marx, c'est ce que nous avons vu. A vrai dire, vu son interprétation personnelle,

⁴². Livre III, chapitre XV, s. 1.

⁴³. *Ibid.*

Grossman pourrait très bien se croire en accord avec Marx. Mais il y a d'autres points où cela ne marche pas. Considérant son schéma comme une juste représentation du développement du capital, il en déduit par endroits des explications qui – comme il l'a d'ailleurs en partie remarqué – contredisent les conceptions exposées par Marx dans le *Capital*.

Cela vaut, en premier lieu, pour l'armée industrielle de réserve. A partir de la 35^e année du schéma de Grossman un certain nombre de travailleurs doivent être réduits au chômage, une armée de réserve doit apparaître.

« L'apparition d'une armée de réserve, c'est-à-dire le licenciement des travailleurs, dont il est question ici, doit être rigoureusement distinguée du licenciement de travailleurs dû à l'introduction de la machine. L'élimination des travailleurs par la machine, que Marx décrit dans la partie empirique du premier livre du *Capital* (chapitre 13) est un fait technique ... » (p. 128-129) ...

« Mais les licenciements de travailleurs, l'apparition de l'armée de réserve dont Marx parle dans le chapitre sur l'accumulation (chapitre 23) n'est pas – et c'est ce que l'on a totalement négligé dans la littérature publiée jusqu'ici à ce sujet – n'est pas causée par un fait technique : l'introduction de machines, mais par le manque de valorisation » (p. 130) ...

Ce qui, comme profondeur de pensée, équivaudrait à dire : si les moineaux s'envolent, ce n'est pas dû au coup de fusil, mais au fait qu'ils sont craintifs. Les travailleurs sont éliminés par les machines ; l'élargissement de la production leur permet de retrouver en partie du travail ; dans ce va-et-vient une partie reste en chemin ou à l'extérieur. Le fait qu'ils ne soient pas encore réembauchés doit-il valoir comme cause de leur chômage ? Si on lit le 23^e chapitre du *Capital* [Livre I], il y est toujours question de l'élimination par la machine comme cause de l'armée de réserve, qui, selon la conjoncture, est partiellement réabsorbée ou de nouveau rejetée, et se reproduit elle-même comme surpopulation. Grossman se tracasse pendant plusieurs pages pour essayer de prouver qu'ici, c'est le rapport économique c/v qui est en cause et non le rapport technique moyen de production/force de travail ; de fait, tous deux sont identiques. Mais la formation de l'armée de réserve, selon Marx, phénomène qui se produit partout et toujours dès les débuts du capitalisme, et dans lequel des ouvriers sont remplacés par des machines, n'est pas identique à la prétendue formation de l'armée de réserve selon Grossman, qui se déclenche comme conséquence de la suraccumulation au bout de 34 années de progrès technique.

Il en est de même pour l'exportation du capital. De longs exposés permettent à Grossman de démolir les uns après les autres tous les auteurs marxistes : Varga, Boukharine, Nachimson, Hilferding, Otto Bauer, Rosa

Luxemburg, parce que tous ils affirment que l'exportation de capitaux a lieu en vue d'un profit supérieur. Comme le dit Varga :

« Si du capital est exporté, ce n'est pas parce qu'il serait absolument impossible d'accumuler à l'intérieur du pays [...] mais parce qu'il existe une perspective de profit supérieur » (cf. Grossman, p. 498).

Grossman combat cette conception comme inexacte et non marxiste :

« Ce n'est pas le profit supérieur réalisable à l'étranger, mais l'absence de possibilité d'investir à l'intérieur du pays qui est, en dernière instance, la cause de l'exportation de capitaux » (p. 561).

Grossman introduit alors de nombreuses citations de Marx sur la suraccumulation et renvoie à son schéma, dans lequel au bout de 35 ans, les masses croissantes de capitaux ne trouvent plus à s'employer dans le pays lui-même ; elles doivent donc être exportées. Rappelons que selon le schéma il y avait cependant trop peu de capitaux pour la population donnée et que d'autre part, l'excédent de capital n'y était que le produit d'une erreur de calcul. D'ailleurs Grossman, malgré toutes les citations de Marx qu'il fait, a oublié de mentionner le passage où Marx parle lui-même de l'exportation de capitaux :

« Si du capital est envoyé à l'étranger, ce n'est pas parce qu'il y aurait impossibilité absolue de l'employer à l'intérieur. C'est parce qu'il peut être employé à l'étranger à un taux de profit supérieur » (*Le Capital* III, 1, op. cit. p. 266)⁴⁴

La chute du taux de profit est l'une des parties les plus importantes de la théorie du capital chez Marx ; il a été le premier à déclarer et à démontrer théoriquement que cette tendance à la chute, qui se traduit périodiquement dans les crises, est l'incarnation du caractère transitoire du capitalisme. Chez Grossman, c'est un autre phénomène qui entre en jeu : au bout de la 35^e année, des ouvriers sont licenciés en masse, créant par là même un excédent de capital ; d'où l'aggravation, l'année suivante, du déficit de plus-value, d'où de nouveaux licenciements et la mise en jachère d'une quantité encore plus grande de capital ; avec la baisse du nombre des travailleurs, la masse de la plus-value produite décroît et le capitalisme s'enfonce de plus en plus dans la catastrophe. Grossman n'a-t-il pas vu ici la contradiction avec Marx ? Si, bien sûr ; aussi se met-il à l'ouvrage, dans le chapitre intitulé « Les causes de la méconnaissance de la théorie marxienne de l'accumulation et de l'écroulement » – après quelques considérations introductives :

« Les temps sont donc mûrs pour entreprendre de reconstruire la théorie marxienne de l'écroulement » (p. 195).

⁴⁴. Livre III, chapitre XV, s. 3, « Excédent de capital accompagné d'une population excédentaire ».

« *Le fait* » que le troisième chapitre du Livre III, comme le dit Engels dans son avant-propos, se présentait « *comme une suite de travaux mathématiques incomplets* » a pu être une raison extérieure d'incompréhension ».

Pour son travail de refonte, Engels a recouru aux services de son ami, le mathématicien Samuel Moore :

« Mais Moore n'était pas un économiste [...] La façon dont est née cette partie de l'œuvre incite donc à croire a priori qu'elle offrait de nombreuses prises aux malentendus et aux erreurs, et que ces erreurs pouvaient facilement rejaillir ensuite sur le chapitre traitant de la chute tendancielle du taux de profit ... » (Nota bene : ces chapitres avaient déjà été complètement rédigés par Marx !)

« La vraisemblance de l'erreur se transforme quasiment en certitude si nous considérons qu'il s'agit ici d'un seul mot qui, malheureusement, déforme complètement tout le sens de l'exposé : la fin inévitable du capitalisme est mise au compte de la chute relative du taux de profit, au lieu de la masse du profit. Engels ou Moore ont sans aucun doute commis un lapsus en écrivant » (p. 195).

Voilà ce qu'il en est de la reconstruction de la théorie de Marx ! Une autre citation est faite dans une note qui dit :

« Dans les mots mis entre parenthèse, c'est Engels, ou Marx lui-même, qui a écrit de travers ; il faut y lire, de manière exacte : « et en même temps une masse de profit qui tombe en valeur relative » (Marx, *Le Capital*, III (MEW 25, p. 228) »⁴⁵

Maintenant, c'est Marx lui-même qui fait des lapsus ! Et il s'agit ici d'un passage où, tel qu'il est donné par le texte du *Capital*, le sens est clair et sans ambiguïté. Toute l'exposition de Marx, qui aboutit à ce bout de phrase que Grossman trouve nécessaire de modifier, sert de continuation à une phrase où Marx explique :

« La masse de la plus-value qu'il produit, partant la masse du profit, peut donc croître, malgré la chute tendancielle du taux de profit [...] Non seulement il peut en être ainsi ; il doit en être ainsi - abstraction faite d'oscillations passagères - sur la base de la production capitaliste » (*Capital*, III, p. 229)⁴⁶

Donc l'exact opposé des signes annonciateurs d'écroulement inventés par Grossman. Les pages suivantes ne font que répéter cela, et encore plus souvent ; le chapitre 13 tout entier consiste en un exposé de « la loi selon laquelle la chute du taux de profit, causée par le développement de la force productive, est accompagnée d'une augmentation de la masse du profit » [...] (*Capital*, III, *ibid.*, p. 236)⁴⁷

Il ne subsiste donc pas le moindre doute : Marx veut dire exactement ce qui est écrit au passage contesté, il n'a commis aucun lapsus. Et lorsque Grossman écrit :

« L'écroulement ne peut donc pas résulter de la chute du taux de profit. Et comment un rapport de pourcentage, comme le

taux de profit, un pur nombre, pourrait-il entraîner l'écroulement d'un système économique réel » (p. 196),

il ne fait que démontrer encore une fois qu'il n'a rien compris à Marx et que son écroulement est en contradiction totale avec Marx.

C'est le point où il aurait pu se convaincre de l'inconsistance de sa construction. Mais s'il était laissé aller à suivre l'enseignement de Marx, sur ce point, c'est toute sa théorie qui serait devenue caduque, et son livre n'aurait pas été écrit.

La manière la plus juste de caractériser l'ouvrage de Grossman est de le considérer comme une compilation de citations de Marx, inexactly appliquées et recollées les unes aux autres grâce à une théorie fabriquée. A chaque fois qu'une démonstration serait nécessaire, on introduit une citation de Marx qui ne s'applique pas au point traité ; et c'est la justesse des paroles de Marx qui doit donner au lecteur l'impression que la théorie est juste.

Le matérialisme historique

La question qui mérite d'être traitée est en fin de compte la suivante : comment un économiste, qui croit restituer avec justesse les conceptions de Marx, et, qui plus est, déclare avec une naïve assurance être le premier à en donner une interprétation exacte, peut-il tomber tellement à côté et se trouver dans une telle contradiction par rapport à Marx ? La cause réside dans le manque de vision historico-matérialiste. Il est absolument impossible de comprendre l'économie de Marx si l'on n'a pas fait sien le mode de penser historico-matérialiste.

Pour Marx, le développement de la société humaine – et donc aussi le développement économique du capitalisme – est déterminé par une nécessité inébranlable, comparable à une loi de nature. Mais ce développement est en même temps l'œuvre d'hommes qui y jouent leur rôle, et où chacun détermine ses actes consciemment et suivant une intention – même s'il n'agit pas avec une conscience de l'ensemble social. Pour la conception bourgeoise il y a ici une contradiction : ou bien ce qui se passe dépend du libre arbitre humain, ou bien, si le mouvement est régi par des lois inébranlables, celles-ci agissent comme une contrainte extra-humaine, mécanique. Pour Marx, toute nécessité sociale se réalise par l'intermédiaire des hommes ; cela signifie que le penser, le vouloir et l'agir humains – bien qu'ils apparaissent comme libre arbitre à la conscience du sujet – sont totalement déterminés par les influences du monde environnant ; et ce n'est qu'au travers de l'ensemble de ces actions humaines, déterminées principalement par des forces sociales, que des lois s'imposent dans le développement de la société.

Les forces sociales qui déterminent le développement

⁴⁵. Livre III, chapitre XIII, « Nature de la loi ».

⁴⁶. *Ibid.*

⁴⁷. *Ibid.*

ne sont donc pas seulement des forces purement économiques ; il y a aussi, déterminées par celles-ci, les actions politiques générales qui doivent pourvoir la production des normes juridiques nécessaires. La légalité capitaliste ne réside pas seulement dans l'action de la concurrence qui équilibre les prix et les profits et concentre les capitaux, mais aussi dans l'affirmation de la libre concurrence, de la libre production grâce aux révolutions bourgeoises. Ce n'est pas seulement dans le mouvement des salaires, dans l'élargissement ou le rétrécissement de la production – dans la prospérité et dans la crise –, dans la fermeture des usines et les licenciements d'ouvriers, c'est aussi dans la révolte, la lutte des travailleurs, la conquête par eux du pouvoir sur la société et sur la production, afin de mettre en vigueur de nouvelles normes de droit, que se réalisent les lois sociales. L'économie, en tant que la totalité des hommes travaillant et aspirant à leur nécessité vitale, et la politique (au sens large) comme action et lutte de ces hommes pour leur nécessité vitale en tant que classe, constituent un seul domaine unitaire au développement réglé par des lois. L'accumulation du capital, les crises, la paupérisation, la révolution prolétarienne, la prise en main du pouvoir par la classe ouvrière, forment tous ensemble une unité indivisible et agissant à la façon des lois naturelles. Et c'est cette unité qui mène à l'écroulement du capitalisme.

Le mode de penser bourgeois, qui ne saisit pas cette unité, a toujours joué un grand rôle, non seulement à l'extérieur mais aussi à l'intérieur du mouvement ouvrier. La vieille social-démocratie radicale était dominée par la conception fataliste – compréhensible vu les circonstances historiques : la révolution viendrait un jour naturellement, mais pour le moment les ouvriers ne devaient pas tenter d'actions dangereuses. Le réformisme mettait en doute la nécessité de la révolution « violente » et croyait que la raison des hommes d'Etat et des chefs réussirait un jour à dompter le capital par la réforme et l'organisation. D'autres croyaient qu'il fallait par des prêches moraux éduquer le prolétariat à la vertu révolutionnaire. Dans tous les cas manquait la conscience de ce que cette vertu n'acquiert sa nécessité de nature qu'au travers des forces économiques, de ce que la révolution n'acquiert sa nécessité de nature qu'au travers des forces spirituelles des hommes. Aujourd'hui de nouvelles conceptions se font jour. D'un côté le capitalisme a fait preuve de sa puissance contre tout réformisme ; il a montré qu'il était inattaquable de ce point de vue. Toutes les manœuvres des chefs et toutes les tentatives de révolution apparaissent ridiculement insignifiantes eu égard à l'énormité de sa force. Mais en même temps des crises formidables dévoilent sa fragilité interne. Et celui qui aujourd'hui prend Marx et l'étudie, ressent profondément les lois inéluctables de l'écroulement et accueille cette idée avec enthousiasme.

siasme.

Mais lorsque son mode de penser est au fond bourgeois, il ne peut concevoir autrement cette nécessité que comme une force extra-humaine. Ce capitalisme est pour lui un système mécanique dans lequel les hommes, en tant que personnes économiques : capitalistes, acheteurs, marchands, salariés, etc., ont chacun leur rôle, mais doivent subir de manière purement passive ce que le mécanisme, en vertu de sa structure interne, leur impose.

Cette conception mécanique, on peut la reconnaître également dans les développements de Grossman sur le salaire, lorsqu'il s'en prend violemment à Rosa Luxemburg :

« Partout l'on se heurte à des mutilations barbares incroyables des éléments les plus fondamentaux de la théorie marxienne du salaire » (p. 585).

Et il la critique justement là où, de manière absolument exacte, elle traite la valeur de la force de travail comme une grandeur extensible sur la base du standard de vie atteint. Pour Grossman la valeur de la force de travail n'est « pas une grandeur élastique, mais fixe » (p. 586).

Des contingences telles que la lutte des ouvriers ne peuvent avoir dessus aucune influence ; seule une intensité supérieure du travail oblige à remplacer une plus grande quantité de force de travail dépensée ; c'est pour cette seule raison que le salaire peut monter.

Il s'agit encore ici de la même conception mécanique : c'est un mécanisme qui détermine les grandeurs économiques, tandis que les hommes, luttant et agissant, restent à l'extérieur de ce rapport. Grossman en appelle ici aussi à Marx, lorsque celui-ci dit de la valeur de la force de travail :

« Cependant, pour un pays déterminé, et pour une période déterminée, le volume moyen des subsistances nécessaires est une grandeur donnée. » (*Le Capital* I, MEW, 23, p. 185)

Mais hélas ! il a encore une fois négligé de voir que chez Marx, cette phrase est immédiatement précédée par :

« Contrairement aux autres marchandises, la détermination de la valeur de la force de travail contient donc un élément historique et moral. »

Partant de son mode de penser bourgeois, Grossman dit donc dans sa critique de diverses conceptions sociales-démocrates :

« On le voit : l'écroulement du capitalisme a été soit nié, soit fondé de manière volontariste, à l'aide de moments politiques, extra-économiques. On n'a jamais produit la démonstration économique de la nécessité de l'écroulement du capitalisme » (p. 58-59).

Et il cite, en l'approuvant, Tougan-Baranovsky : celui-ci déclare que, pour démontrer la nécessité de la transformation du capitalisme en son contraire, il faut tout d'abord fournir une démonstration rigoureuse de l'im-

possibilité pour le capitalisme de continuer d'exister. Tougan lui-même nie cette impossibilité, et entend donner au socialisme un fondement éthique. Le fait que Grossman choisisse de prendre à témoin cet économiste libéral russe, qui, comme on sait, fut toujours totalement étranger au marxisme, montre à quel point, malgré des points de vue pratiques opposés, il lui est apparenté au niveau profond de la pensée (cf. aussi Grossman, p. 108). La conception marxienne au contraire : à savoir que l'écroulement du capitalisme sera le fait de la classe ouvrière, un fait donc politique (dans le sens le plus vaste de ce mot : universel-social, ce qui est indissociable de la prise en main du pouvoir économique), cette conception, il ne peut la comprendre que comme « volontariste », autrement dit comme une conception qui s'en remet à la libre-volonté, au libre-arbitre des hommes.

De fait, l'écroulement du capitalisme, chez Marx, dépend de la volonté de la classe ouvrière ; mais cette volonté n'est pas libre-arbitre, elle est elle-même déterminée par le développement économique. Les contradictions de l'économie capitaliste, qui réémergent régulièrement dans le chômage, les crises, les guerres, les luttes de classes, déterminent toujours de nouveau à la révolution la volonté du prolétariat. Ce n'est pas parce que le capitalisme s'écroule économiquement et que les hommes – les ouvriers et les autres – sont poussés par la nécessité à créer une nouvelle organisation, que le socialisme apparaît. Au contraire : le capitalisme, tel qu'il vit et croît, devenant toujours plus insupportable pour les ouvriers, les pousse à la lutte, continuellement, jusqu'à ce que se soient formées en eux la volonté et la force de renverser la domination du capitalisme et de construire une nouvelle organisation, et alors le capitalisme s'écroule. Ce n'est pas parce que l'insupportabilité du capitalisme est démontrée de l'extérieur, c'est parce qu'elle est vécue spontanément comme telle, qu'elle pousse à l'action. La théorie de Marx, en tant qu'économie, montre que ces phénomènes de crise des contradictions de l'économie capitaliste réapparaissent inéluctablement et avec plus en plus de force ; en tant que matérialisme historique, elle montre que les crises engendrent nécessairement la volonté et l'action révolutionnaires.

Le nouveau mouvement ouvrier

Que le livre de Grossman ait rencontré un certain écho chez les porte-parole du nouveau mouvement ouvrier, c'est compréhensible, car il s'en prend au même adversaire qu'eux. Le nouveau mouvement ouvrier a à combattre la social-démocratie et le communisme de parti de la III^e Internationale – deux branches d'un même tronc – parce que ceux-ci adaptent la classe ouvrière au capitalisme. Grossman reproche aux théoriciens de ces courants d'avoir défigurés et falsifiés les enseignements

de Marx, et c'est pour cela qu'il insiste sur l'écroulement nécessaire du capitalisme. Ses conclusions ont la même allure que les nôtres – mais leur sens et leur nature sont complètement différents. Nous aussi nous sommes de l'avis que les théoriciens sociaux-démocrates – quelques bons connaisseurs de la théorie qu'ils aient souvent été – ont néanmoins défigurés la doctrine de Marx ; mais leur erreur était une erreur historique, c'était le précipité théorique d'une période où la lutte du prolétariat n'était pas mûre. L'erreur de Grossman est le fait d'un économiste bourgeois qui pratiquement n'a jamais connu la lutte du prolétariat, et par conséquent est dans une situation qui lui interdit de comprendre l'essence du marxisme.

Ce fait : accord apparent de ses conclusions avec les conceptions du nouveau mouvement ouvrier, mais opposition complète en substance, est bien illustré par sa théorie du salaire. Selon son schéma, le chômage se met à croître très rapidement avec l'écroulement qui se déclenche au bout de 35 ans. Cela entraîne une chute du salaire bien au-dessous de la valeur de la force de travail, sans que soit possible une résistance efficace :

« *La limite objective de l'action syndicale est, ici, donnée* » (p. 599).

Cette phrase peut résonner comme « bien connue », mais le fond est différent. L'impuissance de l'action syndicale, impuissance qui est apparue depuis longtemps déjà, ne doit pas être attribuée à un écroulement économique mais à un déplacement des pouvoirs au niveau de la société. Chacun sait que le pouvoir accru des unions patronales du grand capital concentré rend la classe ouvrière relativement impuissante. A quoi s'ajoutent aujourd'hui les effets d'une grave crise qui pèse sur les salaires comme ce fut le cas lors de chaque crise précédente.

L'écroulement purement économique du capitalisme que Grossman construit ne signifie pas une passivité complète du prolétariat. Car, si cet écroulement a lieu, la classe ouvrière doit alors justement se dresser pour établir la production sur de nouvelles bases :

« *Ainsi l'évolution pousse au déploiement et à l'exacerbation des oppositions internes entre capital et travail, jusqu'à la solution qui ne peut résulter que de la lutte entre les deux camps* » (p. 599).

Cette lutte finale est liée aussi à la lutte pour les salaires, parce que (comme il a été indiqué plus haut) la réduction des salaires permet de repousser quelque temps la crise tandis qu'une augmentation l'accélère. Mais la catastrophe économique est bien selon Grossman le moment essentiel, l'ordre nouveau est imposé par contrainte aux hommes. Assurément les ouvriers, en tant que masse de la population, constituent la force de frappe de la révolution, exactement comme dans les révolutions bourgeoises du passé, où ils constituent la

force massive de l'action ; mais, comme lors d'une révolte de la faim, cela est indépendant de leur maturité révolutionnaire, de leur aptitude à prendre eux-mêmes en main le pouvoir sur la société et à le conserver. Cela signifie qu'un groupe révolutionnaire, un parti avec des buts socialistes, doit s'installer en tant que nouveau pouvoir à la place de l'ancien afin d'introduire une quelconque économie planifiée. Cette théorie de la catastrophe économique est donc tout à fait ce qu'il faut pour des intellectuels qui reconnaissent le caractère intenable du capitalisme et veulent une économie planifiée dont l'édification doit être l'affaire d'économistes et de chefs capables. Et il faut s'attendre à ce que bien d'autres théories analogues proviennent de ces milieux et y aient du succès.

Mais la théorie de la catastrophe nécessaire exercera aussi une certaine attraction sur des ouvriers révolutionnaires. Ils voient la majorité écrasante des masses prolétariennes attachées aux vieilles organisations, aux vieux chefs, aux vieilles méthodes, aveugles aux tâches que leur impose le nouveau développement, passifs, immobiles et ne manifestant aucun signe d'énergie révolutionnaire. Et les quelques révolutionnaires qui reconnaissent l'état actuel des choses pourraient bien souhaiter aux masses abruties une bonne catastrophe économique afin qu'elles sortent finalement de leur sommeil et entrent en action. De même la théorie selon laquelle le capitalisme serait aujourd'hui entré dans sa crise finale, fournirait une réfutation décisive, et simple, du réformisme et de tous les programmes de parti qui placent en premier lieu le travail parlementaire et le mouvement syndical, une démonstration si commode de la nécessité de la tactique révolutionnaire qu'elle doit être accueillie avec sympathie par les groupes révolutionnaires. Mais la lutte n'est jamais si simple et si commode, même la lutte théorique pour des explications et des preuves.

Non seulement en période de crise, mais déjà en période de prospérité, le réformisme est une tactique fautive qui affaiblit le prolétariat. Le parlementarisme et la tactique syndicale n'ont pas attendu la crise présente pour s'avérer incapables, ils l'ont déjà démontré au long de plusieurs décennies. Ce n'est pas à cause de l'écroulement économique du capitalisme, mais à cause

du monstrueux déploiement de sa puissance, de son extension à toute la terre, de l'exacerbation en lui des oppositions politiques, du renforcement violent de sa force interne, que le prolétariat doit passer à l'action de masse, déployer la force de toute la classe. C'est dans ce déplacement des rapports de forces à l'échelle sociale que se trouve la base de la nouvelle orientation du mouvement ouvrier. Le mouvement ouvrier n'a pas à attendre une catastrophe finale, mais beaucoup de catastrophes, des catastrophes politiques – comme les guerres – et économiques – comme les crises qui se déclenchent périodiquement, tantôt régulièrement, tantôt irrégulièrement, mais qui dans l'ensemble, avec l'extension croissante du capitalisme, deviennent de plus en plus dévastatrices. Cela ne cessera de provoquer l'écroulement des illusions et des tendances du prolétariat à la tranquillité, et l'éclatement de luttes de classe de plus en plus dures et de plus en plus profondes. Cela apparaît comme une contradiction que la crise actuelle – plus profonde et plus dévastatrice qu'aucune auparavant – ne laisse rien entrevoir de l'éveil d'une révolution prolétarienne. Mais l'élimination des vieilles illusions est sa première grande tâche : en premier lieu de l'illusion de rendre le capitalisme supportable, grâce aux réformes qu'obtiendraient la politique parlementaire et l'action syndicale; et d'autre part, l'illusion de pouvoir renverser le capitalisme dans un assaut guidé par un parti communiste se donnant des allures révolutionnaires. C'est la classe ouvrière elle-même, comme masse, qui doit mener le combat, et elle a encore à se reconnaître dans les nouvelles formes de lutte, tandis que la bourgeoisie façonne de plus en plus solidement son pouvoir. Des luttes sérieuses ne peuvent pas ne pas venir. La crise présente peut bien se résorber, de nouvelles crises viendront et de nouvelles luttes. Dans ces luttes la classe ouvrière développera sa force de combat, reconnaîtra ses objectifs, se formera, se rendra autonome et apprendra à prendre elle-même en main ses propres destinées, c'est-à-dire la production sociale. C'est dans ce processus que s'accomplit le trépas du capitalisme. L'auto-émancipation du prolétariat est l'écroulement du capitalisme.

Anton Pannekoek, 1934

https://www.marxists.org/francais/pannekoek/works/1934/00/pannekoek_19340001.htm#a1

Histoire du mouvement ouvrier

La tactique du Comintern (Partie 4, chap. 5)

Nous continuons ici la publication et la traduction en français – inédite à notre connaissance – du texte de Vercesi sur les étapes de la dégénérescence de l'Internationale communiste à partir de 1926 et de l'alternative politique de classe que la fraction de gauche du PC d'Italie présentait alors au prolétariat et aux autres oppositions – celle autour de la figure de Trotsky – et gauches communistes – germano-hollandaise. Le chapitre que nous publions ici, la tactique de l'antifascisme et du front populaire, couvre la période de 1934 à 1938. Il fut publié en deux parties dans Prometeo #6 de mars-avril 1947 et #7 de mai-juin 1947. Nous en faisons de même dans ce numéro. La deuxième partie de ce chapitre sera publiée dans notre prochain numéro.

La tactique de l'antifascisme et du Front populaire (1934-38)

L'accession d'Hitler au pouvoir (30 janvier 1933) n'entraîne pas un changement radical immédiat dans la tactique du Comintern, qui continue à se concentrer sur la formule de l'antifascisme examinée au chapitre 4.

La Deuxième Internationale lance la proposition de boycott des produits allemands et invite le Comintern à participer à une campagne internationale destinée à soulever l'indignation du « monde civilisé contre la tyrannie nazie. » Le Comintern refuse, mais ne présente pas d'objection de principe, ce qu'il ne pouvait guère faire puisqu'en 1929 – à une époque où la tactique d'alliance avec la social-démocratie n'avait pas encore été abandonnée – c'est le Comintern qui proposait une vaste action internationale de boycott de l'Italie fasciste. Et à l'époque, c'est la IIe Internationale qui utilisa l'expédient des tergiversations, fournissant ainsi le prétexte au Comintern pour utiliser la même méthode après l'arrivée au pouvoir d'Hitler.

Le « boycott » des produits allemands, puisqu'il implique l'incorporation du mouvement prolétarien dans le giron du capitalisme « antifasciste », reste pleinement dans la logique de la politique social-démocrate qui, depuis 1914, appelait les masses ouvrières à se jeter dans la guerre entre les États capitalistes en faisant cause commune avec cette constellation impérialiste qui prétendait lutter « pour la liberté et la civilisation. » La classe qui, dans le domaine de la production ou du commerce international, peut décider de boycotter ou non tel ou tel secteur de l'économie mondiale, est évidemment la classe bourgeoise. L'appel à cette classe par la social-démocratie n'était pas nouveau, mais la confusion qui régnait déjà dans les rangs de l'avant-garde prolétarienne devait être évidente dans le soutien apporté à cette campagne de boycott par le mouvement trotskiste, qui s'orientait vers la tactique qualifiée d'« entrisme » – c'est-à-dire l'adhésion aux partis socia-

listes pour renforcer leur aile gauche – et du S.A.P. (Sozialistische Arbeiter Partei), né de la conjonction des courants de gauche des partis communiste et socialiste allemands.

Nous avons déjà dit que le Comintern n'avait pas pris une position frontale et de classe contre la proposition de la Deuxième Internationale. Et cela est tout à fait naturel si l'on tient compte du fait que toute la tactique du « social-fascisme » avait été en fin de compte une tactique d'accompagnement du mouvement nazi, et que l'avènement d'Hitler signifiait une meilleure organisation des échanges économiques entre la Russie et l'Allemagne. Parallèlement à l'intervention croissante de l'État dans le domaine économique, Hitler prit des dispositions spéciales pour une garantie spéciale de l'État en faveur des groupes industriels qui recevaient des commandes de Russie et devaient attendre longtemps avant d'être payés.

Sur le plan international, la diplomatie russe agit de manière convergente et Litvinov⁴⁸ rencontre les délégations italienne et allemande à la Conférence du désarmement de Genève, pour soutenir la thèse « pacifiste » du désarmement par plans, à mettre en œuvre immédiatement, contre la thèse française également « pacifiste » fondée sur la formule de la prééminence de la notion de sécurité (c'est-à-dire la garantie de la prédominance des vainqueurs de Versailles) sur les notions d'arbitrage et de désarmement.

C'est à cette époque que Mussolini conçoit l'idée du Pacte à Quatre (France, Allemagne, Angleterre et Italie) ; l'idée du Big Four, qui sera reprise par l'archi-démocrate Byrnes en 1946 et soutenue par le travailliste Bevin, bien que les acteurs aient changé. Le Pacte à Quatre [Pacte d'entente et de collaboration quadripartite, ndt],

⁴⁸. Le « commissaire du peuple aux Affaires étrangères », c'est-à-dire le Ministre des affaires étrangères, de l'URSS de 1930 à 1939 [note du GIGC]

signé à Rome le 7 juin 1933, stipule : « *Les parties contractantes s'engagent à se concerter dans toutes leurs affaires et à faire tout leur possible pour poursuivre, dans le cadre de la Société des Nations, une politique de collaboration effective entre toutes les puissances en vue du maintien de la paix.* » Le pacte est signé pour dix ans et contient l'hypothèse d'une révision du traité. Cette hypothèse était déjà devenue une réalité puisque, après le moratoire proclamé en 1931 par Hoover, à la conférence de Lausanne en 1932 – et alors qu'il y avait encore un gouvernement « démocratique » en Allemagne – l'Allemagne est explicitement libérée du paiement des réparations.⁴⁹

Il est bien connu qu'Hitler a démantelé une à une les clauses du traité de Versailles, non pas par le biais de consultations de type parlementaire, mais par des coups d'éclat. Quatre mois après la signature du Pacte à quatre, Hitler quitte la Société des Nations et organise un plébiscite spectaculaire. Cette politique du « fait accompli », du « poing sur la table » répondait pleinement aux besoins de la préparation accentuée des masses à la guerre et Hitler y était contraint par le fait que l'économie allemande ne pouvait trouver d'autre issue à la situation qu'une intensification immédiate de l'industrie de guerre. Et pour cela, il fallait simultanément un soutien plébiscitaire des masses. Les puissances « démocratiques » en restèrent provisoirement là, attendant que la situation internationale atteigne le point de saturation souhaité pour le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

Mais l'essence du Pacte à Quatre consistait surtout en une manœuvre d'éloignement de la Russie de l'Europe et, dans le même temps, en une orientation de soutien à l'Allemagne pour qu'elle déborde non pas sur l'Ouest franco-anglais, mais sur l'Est russe et en particulier sur l'Ukraine

C'est dans ces circonstances internationales particulières que mûrissent les nouvelles tactiques de l'antifascisme et du Front populaire du Comintern : la Russie se tourne vers les puissances « démocratiques ». A l'automne 1933, les États-Unis reconnaissent la Russie *de jure* et la *Rundschau* écrit un article intitulé : « *Une victoire de l'U.R.S.S. – Une victoire de la révolution mondiale.* »

Sur le plan politique, le premier signe de ce changement de tactique se manifeste lors du procès de Leipzig en décembre 1933. L'anarchiste néerlandais van der Lubbe, qui avait incendié le bâtiment du Reichstag le 27 février 1933, un mois après la prise de pouvoir par Hitler, doit y être jugé. Le Comintern et la IIe Internationale déclenchent aussitôt une obscène campagne de démagogie : c'est le fascisme, le nazisme, qui a détruit le lieu sacré de la démocratie allemande ; un contre-procès sera organisé dans l'épicentre du capitalisme le

plus conservateur, à Londres ; un « Livre brun » sera publié par les antifascistes et Hitler, qui a magnifiquement saisi le sens réel de cette immense farce mondiale, ajoutera des notes supplémentaires à la sacro-sainte indignation universelle contre l'atteinte portée au siège de la démocratie bourgeoise : la presse étrangère sera admise au procès de Leipzig où l'un des accusés, le centriste⁵⁰ Dimitrov, conclura en disant :

« *Je demande donc que Van der Lubbe soit condamné parce qu'il a agi contre le prolétariat.* » Et les juges nazis « vengent » le prolétariat, puisque Van der Lubbe est condamné à mort et donc exécuté, tandis que les autres accusés centristes seront acquittés et lavés de « l'accusation infâme ».

Pendant ce temps, dans l'ombre de tout ce tapage international, la répression féroce du prolétariat allemand par Hitler se développe. Alors que la campagne autour du procès de Leipzig atteint son paroxysme, seules quelques lignes sont consacrées au procès contemporain de Dessau (28 novembre 1933), réduit à un épisode insignifiant de l'actualité : « *Dix condamnations à mort ont été prononcées par le tribunal de Dessau contre des communistes accusés d'avoir assassiné un soldat hitlérien.* »

Nous avons vu, dans le chapitre 4 consacré à la tactique du « social-fascisme », qu'Hitler, à la différence de la tactique suivie par le fascisme en Italie en 1921-22, avait inscrit son action sur le plan essentiellement légaliste du démantèlement progressif des institutions démocratiques allemandes de ses complices sociaux-démocrates. Quelle magnifique occasion se présentait donc aux révolutionnaires marxistes de lancer une action internationale pour empêcher que la main du bourreau nazi ne s'abatte sur l'anarchiste Van der Lubbe, responsable de l'incendie d'une des institutions fondamentales du capitalisme, qui avait aussi si bien servi à faciliter l'accession d'Hitler au pouvoir ! Mais les révolutionnaires marxistes étaient réduits au cercle étroit du courant de la gauche italienne qui imposait la lutte sur des bases de classe à la fois contre le nazisme victorieux et contre la démocratie succombante en Allemagne, tandis que les trotskistes eux-mêmes soutenaient la social-démocratie en décidant d'adhérer aux partis socialistes.

Comme nous l'avons dit, c'est au niveau international et des intérêts particuliers et spécifiques de l'État russe que la nouvelle tactique du Comintern est définie. A la formule du « social-fascisme » succédera la formule opposée de l'antifascisme, du bloc démocratique, de la défense de la démocratie, de la lutte contre les sectaires (les fascistes), tactique qui passe par la défense du Négus d'Abyssinie, la lutte antifranquiste, et tombe enfin

⁴⁹. Les « réparations » de guerre que le Traité de Versailles de 1919 avait imposées à l'Allemagne vaincue [note du GIGC]

⁵⁰. C'est-à-dire le stalinien Dimitrov, dirigeant de l'Internationale en 1933 et arrêté par les nazis en Allemagne. Il fut parmi les accusés du procès organisé par les nazis sur l'incendie du Reichstag [note du GIGC]

dans l'instauration du volontariat à travers les mouvements de « Résistance » pendant la Seconde Guerre impérialiste mondiale.

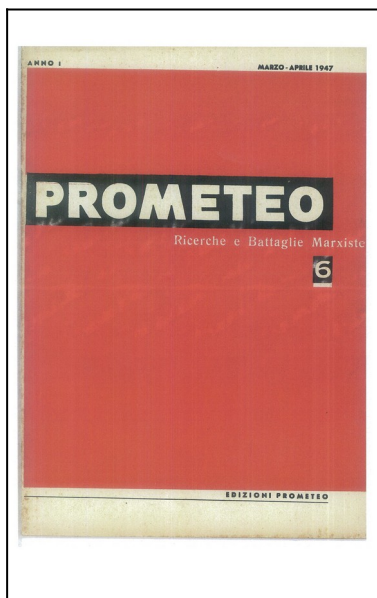
En Russie, en 1932, le premier plan quinquennal est un succès complet. Mis en œuvre en quatre ans au lieu de cinq, il avait, dans l'industrie lourde, dépassé les objectifs fixés au départ. Dans le premier chapitre de cet examen de la tactique du Comintern, nous avons souligné que si l'on ne peut pas imaginer d'opposition entre les premiers plans conçus par Lénine en 1918 et les considérations de principe qui l'ont conduit à opérer la retraite qui porte le nom de NEP, il existe une opposition de principe entre les premiers plans économiques de Lénine, la NEP, et les plans quinquennaux de Staline. Dans la lignée de Marx et de ses schémas sur l'économie capitaliste, l'idée de Lénine d'une planification indispensable de l'économie s'articule autour du développement de l'industrie de consommation auquel il faut adapter le développement de l'industrie de production. La NEP elle-même repose sur cette considération de principe, et il n'y aurait pas eu besoin de l'adopter si l'objectif avait été autre que celui de l'élévation des conditions de vie des travailleurs ; si l'objectif avait été purement capitaliste, d'accumulation intensive pour le développement de l'industrie lourde. Lénine n'aurait pas eu besoin de faire des concessions aux paysans et à la petite bourgeoisie – éléments économiques et politiques qui n'étaient pas utiles mais nuisibles aux colossales réalisations industrielles. Il fit ces concessions pour maintenir l'orientation de l'économie soviétique sur la ligne de l'amélioration constante des conditions de vie des travailleurs. Staline a rompu avec les principes marxistes de Lénine tant sur le terrain économique interne à la Russie, lorsqu'il a institué les plans quinquennaux qui ne pouvaient atteindre les sommets de l'industrialisation qu'en intensifiant l'exploitation des travailleurs, que sur le terrain politique avec l'expulsion du Comintern de toute tendance qui restait sur le plan international et internationaliste et s'opposait à la théorie et à la politique nationale et nationaliste du « socialisme dans un seul pays ».

Le premier plan quinquennal est un succès total. Suivant les traces de ses compères capitalistes de tous les pays, Staline se lance dans le deuxième plan quinquennal (1932-1936) en déclarant qu'il s'agit maintenant de réaliser des objectifs qui, en réalité, seront complètement opposés à ceux qui avaient été déclarés. Depuis

son accession au pouvoir, le capitalisme a toujours affirmé que l'amélioration des conditions générales de vie des travailleurs dépendait du développement de l'économie et que la part des travailleurs serait d'autant plus grande que la montagne de production serait importante. Lors de la préparation du deuxième plan quinquennal, Staline dit la même chose : l'industrie lourde s'est reconstituée, il s'agit maintenant de reconstituer les autres branches de l'économie soviétique et par conséquent d'améliorer le niveau de vie des travailleurs. C'est au cours du deuxième plan quinquennal qu'apparaît la nouvelle divinité Stakhanov ; l'essence du socialisme consiste désormais en une course à l'efficacité maximale du travail et au renforcement simultané des possibilités économiques et militaires de l'État soviétique, sur l'autel duquel toute revendication salariale doit être sacrifiée.

Cette orientation économique ne trouve aucune possibilité de réaction marxiste au sein du Parti russe et lorsque, à la fin de l'année 1934, Nikolaev en vient à tenter d'assassiner le secrétaire du Parti de Leningrad, une répression féroce s'abat sur le « Centre de Leningrad ». ⁵¹ Staline, anticipant les procédures que les nazis et les démocrates appliqueront pendant la Deuxième Guerre impérialiste mondiale, a recours aux représailles. Pas de procès et 117 personnes fusillées. Entre-temps, Litvinov s'associait à Genève à une motion condamnant le terrorisme et soutenant des arguments « marxistes » selon lesquels marxisme et terrorisme sont irrémédiablement opposés. Pour financer le second plan quinquennal et se procurer les matières premières indispensables, la Russie doit exporter des céréales. Fort des perspectives prônées d'amélioration de la condition ouvrière, le CC du Parti russe abolit la charte du pain et le rationnement des produits agricoles le 1er janvier 1935. Les ouvriers sont ainsi contraints d'augmenter leur effort de travail pour que les salaires leur permettent de s'approvisionner sur le marché libre, l'État « prolétarien » ne garantissant plus – par le biais des entrepôts d'État – le contrôle des produits de première nécessité.

C'est donc fort des considérations inhérentes à l'État



⁵¹. L'assassinat de Kirov, le dirigeant stalinien à Leningrad, en décembre 1934 est le prétexte aux procès de Moscou de 1936-1937 qui verront les anciens bolcheviques compagnons de Lénine être fusillés suite à leurs « aveux » extorqués sous la torture. [note du GIGC] Le lecteur peut se référer aux articles de la revue *Bilan* de la Fraction de gauche du PC d'Italie : *L'assassinat de Rikov et Staline dé-passe Mussolini* (*Bilan*#14 et 34).

soviétique sur le plan international, et en opposition croissante avec les intérêts des travailleurs russes, que le changement de tactique du Comintern mûrit.

La cruelle défaite chinoise de 1927 a définitivement entraîné l'Internationale communiste dans le maelström de la trahison : seuls ceux qui veulent lutter pour le programme national et nationaliste du « socialisme dans un seul pays » peuvent désormais appartenir à l'Internationale de la Révolution. Les autres, les internationalistes, sont d'abord expulsés puis, en Russie et en Espagne, massacrés ; dans les autres pays, ils sont mis à l'index et, dans la mesure où la connivence des partis communistes avec l'appareil d'État bourgeois s'accroît, on demande à cet « État démocratique » de prouver ses vertus « antifascistes » en abandonnant toute tergiversation et en employant la violence répressive contre les « trotskistes ». Chacun est qualifié de trotskiste dès lors qu'il s'oppose à la direction contre-révolutionnaire de l'Internationale. Comme à l'époque qui a succédé à la liquidation de la Première Internationale, la scène politique est désormais occupée par une bannière qui non seulement multiplie la dispersion et la confusion idéologique mais tend également à polariser l'attention des rares prolétaires révolutionnaires qui ont survécu à ce tragique massacre autour d'un drapeau absolument inoffensif.

En 1866-70, tout le monde était appelé anarchiste, y compris Marx ; et il est bien connu que la proposition de Marx de transférer le siège de la Première Internationale d'Europe en Amérique répondait à sa conviction que la nouvelle situation historique provoquée par la défaite de la Commune ne contenait pas la possibilité de maintenir une organisation internationale du prolétariat. Son maintien ne pouvait que favoriser la victoire des tendances anarchistes sur les tendances purement prolétariennes et révolutionnaires. Après 1927, l'épithète en vogue était celle de « trotskiste ». Le pire, c'est que Trotsky lui-même est tombé dans ce piège et a laissé l'organisation Internationale de l'Opposition se qualifier de « trotskiste ». Lorsque Marx avait dit qu'il n'était pas marxiste, il avait voulu indiquer que la théorie et la politique du prolétariat se précisent au cours de la lutte des classes, qu'elles constituent une méthode de connaissance et d'interprétation de l'histoire, et non un ensemble de versets bibliques à réciter après avoir employé tous les sacrements nécessaires pour établir la volonté du créateur. Et Trotsky – rompant définitivement avec ce qui avait été le slogan de Marx, Engels et Lénine sur le problème fondamental de la construction du Parti de la classe prolétarienne – constatait que la victoire d'Hitler annulait la possibilité de « redresser » l'Internationale communiste. Après une analyse de la situation où la forme éblouissante de l'exposé se substitue à la compréhension marxiste de la réalité, il se lance dans l'aventure de l'entrée de l'Opposition dans

les Partis socialistes. Sur le plan politique, il est prisonnier de l'hypothèse historique selon laquelle ce n'est pas Staline, mais Hitler, qui est le super-Wrangel qui concentrera l'attaque du capitalisme international contre la Russie, mise au bord de l'effondrement par l'impossibilité de réaliser les plans quinquennaux. Alors que ce schéma politique devait être totalement démenti par les événements, la concentration de l'avant-garde prolétarienne sur la défense de l'État russe, menée au désastre par Staline, rendait totalement inoffensive la position politique que Trotsky et son organisation faisaient entendre dans tous les pays : non seulement Staline a pu, à partir du moment où il a pu imposer au prolétariat russe une exploitation intense, réaliser les plans quinquennaux, mais l'État soviétique, incorporé dans le système du capitalisme mondial, allait connaître non pas le désastre mais la victoire au cours de la guerre 1939-1945. Voyant partout – même lorsque Mussolini attaquait le Négus⁵² – un épisode de la lutte du capitalisme mondial contre la Russie, alors que cet État russe était désormais – comme les États démocratiques et fascistes – un instrument de la contre-révolution mondiale, Trotsky, qui avait été l'un des plus grands leaders de la Révolution d'Octobre, devenait totalement inoffensif pour le capitalisme ; et l'épithète de trotskiste qui était accolée à tous fut un élément supplémentaire de la confusion idéologique dans laquelle se trouvait le prolétariat ; et ce d'autant plus que Trotsky et son organisation voyaient un succès révolutionnaire croissant dans le fait que leur marchandise politique connaissait les succès de la publicité de la grande presse.

Après l'éclatement de la crise économique mondiale de 1929, le Comintern avait inversé les termes d'une manœuvre politique qui avait conduit à l'immobilisation de la classe prolétarienne : d'abord une alliance avec les syndicalistes et Chang-Kai-Chek, puis une lutte contre le « social-fascisme ». Si les termes changent, le fond est le même. Et, au cours de ces deux phases de la tactique de démantèlement progressif de la classe prolétarienne tant en Russie qu'ailleurs, le Comintern s'appuie sur une multiplicité d'organes subsidiaires qui favorisent la dispersion idéologique et politique du prolétariat. Au cours de la première période, ces organes périphériques se polarisèrent autour du slogan de l'antifascisme, au cours de la deuxième période – celle du social-fascisme – la polarisation se fit autour de la formule de la lutte anti-guerre et de la défense de l'URSS.

Après la victoire d'Hitler, on se dirige vers la tactique du Front populaire et les social-fascistes d'hier deviennent des « démocrates progressistes ». Mais l'évolution de la situation économique et politique impose

⁵². La guerre d'Éthiopie lancée par Mussolini [note du GIGC]

une avancée correspondante sur la voie de l'encadrement des masses laborieuses dans les mailles de l'État capitaliste. Jusqu'en 1934, le Comintern trouvait dans tous les organismes périphériques un véhicule suffisant pour faire avancer ses positions contre-révolutionnaires ; depuis 1934, quand le monde capitaliste ne peut trouver d'autre issue à la formidable crise économique qui le ravage que celle de la préparation du second conflit impérialiste mondial, il doit aller plus loin et faire accepter par les masses comme leur objectif la modification de la forme de gouvernement de la classe bourgeoise. Le mouvement des masses doit être rassemblé et soudé autour de l'État capitaliste. C'est en cela que consiste la nouvelle tactique du Front populaire dont le centre expérimental se trouve d'abord en France, puis en Espagne. Et il n'est pas étonnant que l'État soviétique, qui avait rompu de manière décisive et définitive avec les intérêts du prolétariat russe et international en 1927, puisse opérer avec autant de désinvolture des changements aussi radicaux et contradictoires, et que la politique du Comintern aille dans le même sens. Déjà Mussolini, lorsqu'il s'est vanté en 1923 d'avoir été le premier à reconnaître l'État russe *de jure*, a clairement indiqué que cela n'engageait pas la moindre modification de sa politique farouchement anticommuniste. Hitler l'a répété après son arrivée au pouvoir.

En fait, le point de soudure entre les politiques des États bourgeois se fait sur une base de classe et, en ce sens, la conjonction est parfaite entre la politique anticommuniste de Staline et celle de tous les autres gouvernements capitalistes pour rétablir des relations « normales » avec l'État russe en devenant un État « normal » de la classe capitaliste internationale. Le reflet sur le plan international de cette politique anticommuniste, qui est commune aux États démocratiques et fascistes ainsi qu'à l'État soviétique, ne s'exprime que formellement sous une forme contradictoire, alors que substantiellement la ligne est unifiée et tend vers l'issue du conflit impérialiste dans lequel tous les « idéaux » seront superbement commercialisés pour bourrer le crâne et jeter les prolétaires des différents pays les uns contre les autres.

Marx, dans la *Critique du programme de Gotha*, réfute l'idée de Lassalle sur l'existence d'une seule classe bourgeoise réactionnaire, car le simplisme de Lassalle conduisait non seulement à l'impossibilité de comprendre le processus social complexe que le capitalisme parvenait à polariser à son avantage, mais aussi à l'union du mouvement prolétarien avec les forces purement capitalistes qui n'appartenaient pas à la catégorie qualifiée de « conservatrice ». Ceux qui vont dans le sens de Lassalle, qui concevait un socialisme étatiste basé sur Bismarck, sont les forces politiques qui prétendent vouloir « corriger » les abus du capitalisme

alors qu'en réalité ils assurent le succès de ces formes abusives, les seules qui ont droit à la citoyenneté dans la phase historique de la décadence du capitalisme impérialiste et monopoliste.

Si en Allemagne et en Italie ces forces s'appellent fascistes, alors qu'en France elles s'appellent socialistes et communistes, le programme politique est le même. Et si Blum ne le réalise pas, alors qu'Hitler remporte surtout des succès incontestables dans l'interventionnisme étatique, cela est dû aux particularités différentes des deux États capitalistes et de la place que chacun occupe dans le processus du devenir du capitalisme dans son expression internationale.

Quant à l'expression formelle contrastée d'un processus international et unitaire, quant au fait qu'un État s'appelle fasciste et l'autre démocratique, que la domination bourgeoise s'exerce dans un pays sous une forme particulière, dans un autre pays sous une autre forme, cela ne présente aucune difficulté de compréhension pour les marxistes. La classe bourgeoise est un tout dont – à moins de s'écarter du droit chemin du marxisme – aucune force ne peut être séparée du tout et condamnée ou présentée en opposition au tout. Elle a connu, dans la période de développement coïncidant avec la fin du siècle dernier, un affrontement entre ses forces politiques et sociales de droite et de gauche (les conservateurs et les démocrates), mais dans la phase historique de sa décadence, elle ne pourra utiliser l'ancienne division en droite et gauche que pour les besoins de la propagande et les intérêts de sa domination sur le prolétariat.

La France du Front populaire et l'Allemagne nazie se situent toutes deux sur le même plan imposé par l'histoire du capitalisme. Et si l'une recourt à l'idéologie antifasciste, l'autre à l'idéologie nazie, le but est le même : amener les masses sous la ferme discipline de l'État et les lancer ensuite dans le massacre de la guerre. Les relations entre les différents États bourgeois n'ont pas de caractère fixe puisqu'elles dépendent de leur évolution sur la scène internationale et de l'impossibilité de l'intervention d'un élément directeur conscient et volontaire des différentes bourgeoisies. Churchill est un exemple de la façon dont on peut rester cohérent et farouchement anticommuniste en passant très facilement de la lutte à l'alliance avec la Russie ou l'Allemagne.

Dans cette évolution du processus unitaire de l'État dans la phase impérialiste du capitalisme, on assiste au fait que certains États trouvent dans les États qui s'opposent à eux dans la défense de leurs intérêts, le matériel politique qui facilite la mobilisation des masses pour les atteler à leur wagon et les détacher de leurs bases de classe. En janvier 1933, correspondant à l'arrivée au pouvoir d'Hitler, on assiste en France à la réali-

sation de la formule gouvernementale qui semblait la plus à gauche, compte tenu des contingences du moment, alors que Daladier est appelé au gouvernement par un parlement qui avait connu une victoire électorale de gauche en 1932.

Quant à la politique de l'État russe et à la tactique correspondante du Comintern, elle est partout contre-révolutionnaire, mais elle adopte des expressions contradictoires dans le temps. Par exemple, avec la politique du « social-fascisme » en 1930-33, car l'objectif du capitalisme international est alors concentré sur la victoire d'Hitler. Une fois cette terrible défaite infligée au prolétariat allemand et mondial, et cette victoire solidement établie, l'attention se porte sur d'autres pays et notamment sur la France. Il en résulte la politique

qui sera précisée dans la formule du *Front populaire*, une politique qui fera les affaires du capitalisme français et allemand et de tous les autres pays. Et l'idée de patrie sera valablement invoquée par les uns et les autres, car il est clair que de part et d'autre de la barricade il n'y a plus qu'un seul objectif : menacer l'« intégrité nationale » par la guerre.

L'essence de la nouvelle tactique consiste donc à encadrer le prolétariat dans les appareils étatiques respectifs, tandis que les objectifs internationaux alternatifs du capitalisme détermineront l'anti-fascisme ou le pro-fascisme de l'État soviétique et l'expression formelle de la tactique du Comintern : alliance avec la social-démocratie, social-fascisme, Front populaire.

(À suivre)

Brochures (commande à intleftcom@gmail.com)

Plateforme du GIGC (2021)

Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme (Fraction interne du CCI et GIGC)

La question de la guerre, 1935 (Fraction interne du CCI)

Lutte étudiante et assemblées de quartier (Communistes Internationalistes – Klasbatalo)

La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927) (Fraction interne du CCI)

Groupe des Travailleurs Marxistes, Mexique, 1938 (Fraction interne du CCI)

Les syndicats contre la classe ouvrière, 1976 (fac-similé de la brochure du CCI).



•
La revue *Révolution ou Guerre* en français est en vente aux endroits suivants :

Canada (Québec) :

- Zone Libre 262 Ste-Catherine est, Montréal
- Le Livre Voyageur 2319 Bélanger est, Montréal
- Côté gauche 33 rue du Marché, Salaberry-de-Valleyfield
- N'était-ce pas l'été, 6792 Boul. St-Laurent, Montréal
- Alire, 335 St-Charles ouest, Longueuil

France

- La Brèche, 27 rue Taine 75012 Paris
- Parallèles, 47 rue Saint Honoré 75001 Paris
- Quilombo, 23 rue Voltaire, 75011 Paris
- Odeur du temps, 35 rue Pauillon 13001 Marseille
- La Gryffe, 5 rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon.

La revue *Revolution or War* en anglais est en vente aux endroits suivants :

Hongrie : Gondolkodó Autonóm Antikvárium Budapest Orczy út 46-48. 1089 Magyarország

Royaume-Uni : Housmans Bookshop 5 Caledonian Road, London

La revue est aussi disponible en pdf en écrivant à : intleftcom@gmail.com

Sommaire de *Révolution ou Guerre* #26 (janvier 2024)

Seule la classe ouvrière internationale peut offrir une alternative à la guerre généralisée
Grève dans l'automobile aux USA : Défaite ouvrière, victoire syndicale et préparation à la guerre
Intervention de *The Communist Party* dans les grèves aux États-Unis
Dix ans d'existence du GIGC, quel bilan ?
Notre politique à l'égard du camp prolétarien
et de la Tendance communiste internationaliste
Réunion publique de Bilan et Perspectives (TCI-GRI) à Paris
La tactique du Comintern de 1926 à 1940 (Prometeo, 1946-1947) : la question chinoise

Sommaire de *Révolution ou Guerre* #27 (mai 2024)

Le cours historique et le danger du pacifisme
Guerre à Gaza : combattons la guerre par l'unité et la lutte de classe (CWO)
Sur le sabotage de la grève du secteur public au Québec
Politiques d'austérité en Europe et en France, la préparation à la guerre
Correspondance sur la grève de masse
Le congrès anti-guerre de Prague
Contre l'individualisme et l'esprit de cercle 2.0. des années 2020
La tactique du Comintern de 1926 à 1940 (Prometeo, 1946-1947) : la tactique du social-fascisme

NOS POSITIONS DE BASE

- Le GIGC considère et définit l'ensemble de ses activités, internes comme externes, en fonction et comme des moments du combat pour la constitution du parti politique mondial du prolétariat, outil indispensable pour le renversement du capitalisme et l'établissement de la société communiste.
- Outre l'intervention dans les luttes du prolétariat, le GIGC mène ce combat tout particulièrement dans le camp prolétarien international. Celui-ci est composé des groupes politiques révolutionnaires défendant et partageant les positions de classe du prolétariat, en particulier l'internationalisme prolétarien et la nécessité de la dictature de classe du prolétariat.
- Le GIGC se revendique des Première, Deuxième et Troisième Internationales et du combat des fractions de gauche en leur sein. Tout particulièrement, il se revendique du combat de la fraction de gauche du PC d'Italie au sein de l'Internationale communiste contre sa dégénérescence stalinienne et des apports programmatiques qu'elle a pu développer et nous léguer jusqu'à aujourd'hui.
- Seul le prolétariat, classe exploitée et révolutionnaire à la fois, est en capacité de détruire le capitalisme et d'instaurer le communisme, la société sans classe. La conscience de cette révolution, la *conscience communiste* est produite par la lutte historique du prolétariat. Pour qu'elle puisse se matérialiser, se défendre et se développer, le prolétariat produit des minorités communistes qui s'organisent en parti et qui ont pour fonction permanente de porter cette conscience communiste et la retourner à l'ensemble du prolétariat.
- Expression la plus haute de cette conscience, le parti – ou, en son absence, les fractions ou groupes communistes – constitue et doit assumer la direction politique du prolétariat. En particulier, le parti est l'organe qui, seul, peut mener le prolétariat à l'insurrection et à la destruction de l'État capitaliste, et à l'exercice de la dictature du prolétariat.
- Le parti s'organise et fonctionne sur la base des principes qui régissent la lutte révolutionnaire du prolétariat, l'*internationalisme prolétarien* et le *centralisme* comme moments de son unité internationale et de son combat. Le parti se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme parti international et centralisé. Le GIGC se constitue d'emblée, fonctionne et intervient comme groupe international et centralisé.
- Le parti, tout comme le GIGC, fonde son programme, ses principes, ses positions politiques et son action sur la théorie du *matérialisme historique*. En expliquant le cours de l'histoire par le développement de la lutte des classes et en reconnaissant le prolétariat comme classe révolutionnaire, il est la seule conception du monde qui se place du point de vue de celui-ci. Il est la théorie du prolétariat révolutionnaire.
- Ce n'est que suite à l'insurrection victorieuse et la disparition de l'État bourgeois que le prolétariat pourra s'organiser en classe dominante sous la direction politique de son parti. Sa domination de classe, la dictature du prolétariat, s'exerce au moyen des conseils ouvriers, ou soviets. Ceux-ci ne peuvent se maintenir comme organisation unitaire du prolétariat qu'à la condition de devenir *organes de l'insurrection et organes de la dictature de classe*, c'est-à-dire en faisant leur les mots d'ordre du parti.
- La dictature du prolétariat consiste à utiliser le pouvoir de classe de ses organisations de masse, les conseils ou soviets, pour abolir le pouvoir économique de la bourgeoisie et assurer la transition vers une société communiste sans classe. L'État de la période de transition, de la dictature de classe, entre capitalisme et communisme est appelé à disparaître avec la disparition des classes, du prolétariat lui-même et de son parti, et l'avènement de la société communiste.
- Depuis la Première Guerre mondiale en 1914, la guerre impérialiste généralisée et le capitalisme d'État sont les principales expressions de la phase historique de décadence du capitalisme.
- Face au développement incessant du capitalisme d'État, le prolétariat ne peut opposer que la recherche de son unité dans toutes ses luttes, même les plus limitées ou localisées, en prenant en charge leur extension et leur généralisation. Toute lutte ouvrière, même la plus limitée, s'affronte à l'appareil d'État comme un tout auquel le prolétariat ne peut opposer que la perspective et l'arme de la grève

de masse.

- À l'époque du capitalisme d'État dominant, les syndicats comme un tout, direction comme sections de base, sont des organes à part entière de l'État bourgeois en milieu ouvrier. Ils visent à maintenir l'ordre capitaliste dans ses rangs, à encadrer la classe ouvrière et à prévenir, contrer et saboter toute lutte prolétarienne, en particulier toute extension, généralisation et centralisation des combats prolétaires. Toute défense des syndicats et du syndicalisme est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis dits ouvriers, « socialistes », « communistes », les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), ou encore se présentant comme anti-capitalistes, constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de front populaire, front anti-fasciste ou front unique mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat. Toute politique frontiste avec des partis de gauche de la bourgeoisie est contre-révolutionnaire.
- À l'époque actuelle, le parlement et les campagnes électorales, et de manière générale la démocratie bourgeoise, ne peuvent plus être utilisés par le prolétariat pour son affirmation en tant que classe et pour le développement de ses luttes. Tout appel à participer aux processus électoraux et à voter ne fait que renforcer la mystification présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités et, à ce titre, est contre-révolutionnaire.
- Le communisme nécessite l'abolition consciente par le prolétariat des rapports sociaux capitalistes : la production de marchandises, le travail salarié et les classes. La transformation communiste de la société par la dictature du prolétariat ne signifie ni autogestion, ni nationalisation de l'économie. Toute défense de l'un ou l'autre est contre-révolutionnaire.
- Les pays dits « socialistes » ou bien même « communistes », l'URSS et ses satellites d'Europe de l'Est, la Chine, Cuba, le Vietnam, ou encore le Venezuela de Chávez, n'ont été que des formes particulièrement brutales de la tendance universelle au capitalisme d'État. Tout soutien, même critique, au caractère soit-disant socialiste ou progressiste de ces pays est contre-révolutionnaire.
- Dans un monde désormais totalement conquis par le capitalisme et où l'impérialisme s'impose à tout État, toute lutte de libération nationale, loin de constituer un quelconque mouvement progressif, se résume en fait à un moment de l'affrontement constant entre impérialismes rivaux. Toute défense de l'idéologie nationaliste, du « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », de toute lutte de libération nationale est aujourd'hui contre-révolutionnaire.
- Par leur contenu même, les luttes *parcelles*, anti-racistes, féministes, écologistes, et autres aspects de la vie quotidienne, loin de renforcer l'unité et l'autonomie de la classe ouvrière, tendent au contraire à la diviser et la diluer dans la confusion de catégories particulières (races, sexes, jeunes, etc.). Toute idéologie et mouvement prônant *identitarisme*, *anti-racisme*, etc., au nom de l'*intersectionnalité* des luttes, sont des idéologies et des mouvements contre-révolutionnaires.
- Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, le terrorisme constitue toujours un terrain privilégié pour les manipulations et les provocations d'ordre policier de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.
- Le GIGC combat, dès aujourd'hui, pour que le futur parti se constitue sur la base programmatique des principes et positions qui précèdent. La constitution formelle du parti s'impose dès lors que l'intervention, les orientations et les mots d'ordre des groupes ou fractions communistes deviennent un élément et un facteur matériels permanents de la situation, du rapport de force entre les classes. Alors, la lutte immédiate pour la constitution formelle du parti s'impose et devient urgente.